

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Aucune information.

6.2.2 Publication

Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage et ses concordants

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, des règlements suivants :

- *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage;*
- *Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR);*
- *Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres.*

Vous trouverez également à la section 6.1 du présent bulletin, l'Avis 45-329 du personnel des ACVM, *Indications sur le recours aux dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage*, y compris les annexes suivantes :

- *Annexe 1 – Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les entreprises;*
- *Annexe 2 – Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les portails de financement.*

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4381
Sans frais : 1 877 525-0337
patrick.theoret@lautorite.qc.ca

Le 23 juin 2021

Avis de publication des ACVM

Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage

Le 23 juin 2021

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publient les documents suivants en leur forme définitive :

- *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage* (le **Règlement 45-110**), y compris les annexes suivantes :
 - Annexe 45-110A1, *Document d'offre*;
 - Annexe 45-110A2, *Reconnaissance de risque*;
 - Annexe 45-110A3, *Renseignements sur le portail de financement*;
 - Annexe 45-110A4, *Renseignements personnels relatifs au portail*;
 - Annexe 45-110A5, *Attestation semestrielle relative aux ressources financières*.
- Avis 45-329 du personnel des ACVM, *Indications sur le recours aux dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage*, y compris les annexes suivantes :
 - Annexe 1 – *Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les entreprises* (le **guide pour les entreprises**);
 - Annexe 2 – *Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les portails de financement* (le **guide pour les portails de financement**).

Dans le présent avis, le guide pour les entreprises et le guide pour les portails de financement sont collectivement appelés les **guides**, et le Règlement 45-110 et les guides sont collectivement appelés la **réglementation sur le financement participatif des entreprises en démarrage**.

Nous apportons également des modifications corrélatives aux textes suivants :

- *Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* (le **Règlement 13-101**);
- *Règlement 45-102 sur la revente de titres* (le **Règlement 45-102**).

Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, la réglementation sur le financement participatif des entreprises en démarrage, le *Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* et le *Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres* entrent en vigueur le 21 septembre 2021. Ces textes

sont publiés avec le présent avis. S'il y a lieu, des renseignements sur le processus d'approbation de chaque territoire sont fournis en annexe.

Objet

La réglementation sur le financement participatif des entreprises en démarrage introduit un régime national harmonisé facilitant le financement participatif en capital pour les entreprises et les émetteurs en démarrage. Le Règlement 45-110 prévoit ce qui suit :

- une dispense de l'obligation de prospectus (**la dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage**) qui permet à l'émetteur de placer des titres admissibles par l'intermédiaire d'un portail de financement en ligne;
- une dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier pour les portails de financement qui facilitent les placements en ligne par des émetteurs qui se prévalent de la dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage.

Nous publions les guides en vue d'aider les portails de financement et les émetteurs à comprendre les obligations instaurées par le Règlement 45-110.

Contexte

Le 14 mai 2015, les autorités en valeurs mobilières de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, du Manitoba, du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse ont mis en œuvre des dispenses de prospectus et d'inscription essentiellement harmonisées permettant aux entreprises et aux émetteurs en démarrage de réunir des capitaux dans ces territoires sous un régime adapté au financement participatif en capital. Le 2 octobre 2019 et le 30 juillet 2020, respectivement, les autorités en valeurs mobilières de l'Alberta et de l'Ontario ont également établi des dispenses de prospectus et d'inscription harmonisées pour l'essentiel. Les autorités en valeurs mobilières de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse (collectivement, les **autorités ayant rendu une décision générale**) ont octroyé ces dispenses par voie de décisions générales locales, modifiées de temps à autre (les **décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage**).

Depuis l'introduction, en 2015, d'un cadre réglementaire harmonisé à l'échelle pancanadienne et adapté au financement participatif en capital, certains participants au marché ont signifié au personnel des ACVM que ce cadre favoriserait le recours à ce type de financement comme moyen de collecte de capitaux chez les entreprises et émetteurs en démarrage. Par conséquent, les ACVM ont proposé le Règlement 45-110, qui prévoit des dispenses de prospectus et d'inscription similaires à celles des décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage. Elles ont également proposé des modifications ciblées afin d'améliorer l'efficacité du financement participatif en tant qu'outil de collecte de capitaux pour les entreprises et les émetteurs en démarrage, tout en continuant de protéger adéquatement les investisseurs. Dans les territoires des autorités ayant rendu une décision générale, il est proposé que le

Règlement 45-110 remplace les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage.

Résumé des commentaires écrits reçus par les ACVM

Le 27 février 2020, les ACVM ont publié le projet de règlement aux fins de consultation en vue d'harmoniser le cadre réglementaire du financement participatif en capital chez les entreprises et émetteurs en démarrage. La consultation a pris fin le 13 juillet 2020. Nous avons reçu 10 mémoires.

Nous les avons examinés et remercions les intervenants de leur participation. Leurs noms et un résumé de leurs commentaires, accompagné de nos réponses, figurent à l'Annexe B du présent avis.

Résumé des changements apportés au projet de règlement

Nous avons révisé la réglementation sur le financement participatif des entreprises en démarrage afin d'y prévoir ce qui suit :

- le rehaussement du plafond d'investissement individuel de 5 000 \$ à 10 000 \$ pour chaque souscripteur ayant obtenu d'un courtier inscrit le conseil que l'investissement lui convenait;
- l'augmentation de la limite de produit total que le groupe de l'émetteur peut réunir au cours d'une période de 12 mois pour la faire passer de 1 000 000 \$ à 1 500 000 \$;
- l'inclusion des parts de capital d'une association (communément appelée une coopérative) dans la définition de « titre admissible »;
- la modification de l'attestation annuelle relative aux ressources financières (désignée auparavant l'attestation relative au fonds de roulement) pour la faire passer à une attestation semestrielle dont la durée de validité est réduite de 12 à 6 mois;
- l'intégration d'une condition à la dispense de prospectus selon laquelle l'émetteur doit exercer d'autres activités que le repérage et l'évaluation d'actifs ou d'entreprises en vue d'investir dans une entreprise, de fusionner avec elle ou de l'acquérir, ou encore de souscrire ou d'acquérir des titres d'un ou de plusieurs autres émetteurs.

Puisque nous estimons qu'il ne s'agit pas de changements importants, nous ne publions pas le Règlement 45-110 pour une nouvelle période de consultation. Un tableau comparant les principales différences, de manière cumulative, entre le Règlement 45-110 et les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage est présenté à l'Annexe A.

Points d'intérêt local

Puisque le Règlement 45-110 remplacera les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage, les autorités ayant rendu une décision générale s'attendent à ce que leurs décisions respectives cessent de produire leurs effets dans les 90 jours suivant la date d'entrée en vigueur de la réglementation sur le financement participatif des entreprises en démarrage.

Une annexe au présent avis est publiée dans tout territoire intéressé où sont proposées des modifications à la législation en valeurs mobilières locale, notamment à des avis ou à d'autres documents de politique locaux. Elle peut également contenir toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

Liste des annexes

Le présent avis comprend les annexes suivantes :

Annexe A – Principales différences entre les dispenses d'inscription et de prospectus prévues par le *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage* et les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage;

Annexe B – Liste des intervenants, résumé des commentaires et réponses.

Questions

Veillez adresser vos questions à l'une des personnes suivantes :

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4381
Sans frais : 1 877 525-0337
patrick.theoret@lautorite.qc.ca

Elliott Mak
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604 899-6501
emak@bcsc.bc.ca

James Leong
Senior Legal Counsel, Capital Markets
Regulation
British Columbia Securities Commission
604 899-6681
jleong@bcsc.bc.ca

Charmaine Coutinho
 Legal Counsel, Market Regulation
 Alberta Securities Commission
 403 592-4898
charmaine.coutinho@asc.ca

Denise Weeres
 Director, New Economy
 Alberta Securities Commission
 403 297-2930
denise.weeres@asc.ca

Gillian Findlay
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 Alberta Securities Commission
 403 297-3302
gillian.findlay@asc.ca

Mikale White
 Legal Counsel
 Financial and Consumer Affairs Authority
 of Saskatchewan
 306 798-3381
mikale.white@gov.sk.ca

Chris Besko
 Director, General Counsel
 Commission des valeurs mobilières du
 Manitoba
 204 945-2561
Chris.Besko@gov.mb.ca

Sarah Hill
 Legal Counsel
 Commission des valeurs mobilières du
 Manitoba
 204 945-0605
Sarah.Hill@gov.mb.ca

Jo-Anne Matear
 Manager, Corporate Finance
 Commission des valeurs mobilières de
 l'Ontario
 416 593-2323
 Sans frais : 1 877 785-1555
jmatear@osc.gov.on.ca

Erin O'Donovan
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 Commission des valeurs mobilières de
 l'Ontario
 416 204-8973
 Sans frais : 1 877 785-1555
eodonovan@osc.gov.on.ca

Faustina Otchere
 Legal Counsel, Compliance and
 Registrant Regulation
 Commission des valeurs mobilières de
 l'Ontario
 416 596-4255
 Sans frais : 1 877 785-1555
fotchere@osc.gov.on.ca

Adrian Molder
 Legal Counsel, Corporate Finance
 Commission des valeurs mobilières de
 l'Ontario
 416 593-2389
 Sans frais : 1 877 785-1555
amolder@osc.gov.on.ca

Jason Alcorn
Conseiller juridique principal et conseiller
spécial du directeur général
Commission des services financiers et des
services aux consommateurs (Nouveau-
Brunswick)
506 643-7857
Sans frais : 1 866 933-2222
jason.alcorn@fcnb.ca

Abel Lazarus
Director, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-6859
abel.lazarus@novascotia.ca

Peter Lamey
Legal Analyst, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-7630
peter.lamey@novascotia.ca

ANNEXE A

Principales différences entre les dispenses d'inscription et de prospectus prévues par le Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage et les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage

Thème principal	Décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage	Règlement
Produit total maximal que peut réunir le groupe de l'émetteur sous le régime de la dispense de prospectus	250 000 \$ par placement, jusqu'à un maximum de deux placements par année civile.	1 500 000 \$ au cours de la période de 12 mois précédant la clôture du placement.
Somme maximale pouvant être investie, par personne et par placement, sous le régime de la dispense de prospectus	<ul style="list-style-type: none"> • 1 500 \$; • en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et en Ontario, 5 000 \$ si un courtier inscrit a prodigué au souscripteur le conseil que le placement lui convient. 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 500 \$; • 10 000 \$ si un courtier inscrit a prodigué au souscripteur le conseil que le placement lui convient.
Titres admissibles pouvant être placés sous le régime de la dispense de prospectus	<ul style="list-style-type: none"> • actions ordinaires; • actions privilégiées non convertibles; • titres convertibles en actions ordinaires ou en actions privilégiées non convertibles; • titres de créance non convertibles liés à un taux d'intérêt fixe ou variable; • parts de société en commandite. 	<ul style="list-style-type: none"> • actions ordinaires; • actions privilégiées non convertibles; • titres convertibles en actions ordinaires ou en actions privilégiées non convertibles; • titres de créance non convertibles liés à un taux d'intérêt fixe ou variable; • parts de société en commandite; • parts du capital d'une association.

Thème principal	Décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage	Règlement
<p>Confirmation de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières avant qu'un portail de financement ne commence à faciliter un placement</p>	<p>Le portail de financement ne peut faciliter des placements que si l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières confirme par écrit avoir reçu ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un formulaire de renseignements sur le portail de financement, dûment rempli; • un formulaire de renseignements personnels relatifs au portail de financement pour chaque principal intéressé (« commettant ») du portail de financement, dûment rempli; • tout autre document ou renseignement exigé par l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières. 	<p>Le portail de financement doit transmettre les formulaires requis au moins 30 jours avant de commencer à faciliter des placements. La confirmation écrite de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières n'est pas obligatoire. Le portail de financement ne peut cependant pas se prévaloir de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage si, dans les 30 jours suivant la réception du formulaire de renseignements sur le portail de financement, l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières l'avise ou avise l'un de ses principaux intéressés que les politiques et procédures de gestion des fonds des souscripteurs ne remplissent pas les conditions prévues par le règlement.</p>
<p>Exclusion des délinquants</p>	<p>Sans objet.</p>	<p>Un portail de financement ne peut se prévaloir de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage si lui ou l'un de ses principaux intéressés fait ou a fait l'objet de certaines procédures, au cours des 10 dernières années, dans le cadre d'une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol ou d'abus de confiance ou sur des allégations de conduite similaire, notamment.</p>

Thème principal	Décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage	Règlement
Attestation de ressources financières du portail de financement	Sans objet	Chaque semestre, le portail de financement doit attester disposer ou s'attendre à disposer de ressources financières suffisantes pour poursuivre ses activités pendant au moins les 6 prochains mois en transmettant un formulaire de renseignements sur le portail de financement dûment rempli ou le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A5, <i>Attestation semestrielle relative aux ressources financières</i> .
Responsabilité pour information fautive ou trompeuse dans le document d'offre	La législation en valeurs mobilières ne prévoit pas cette responsabilité. Les décisions générales n'obligent pas l'émetteur à accorder des droits contractuels aux souscripteurs. Ces derniers peuvent disposer de droits en vertu de la common law ou du droit civil.	L'émetteur est tenu à la même responsabilité légale que celle prévue par la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre conformément à l'article 2.9 du Règlement 45-106.
Investissement dans une entreprise non précisée	Aucune restriction.	La dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage n'est pas ouverte aux émetteurs qui répondent aux critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> • ils n'exercent aucune autre activité que le repérage et l'évaluation d'actifs ou d'entreprises en vue d'investir dans une entreprise, de fusionner avec elle ou de l'acquérir, ou encore de souscrire ou d'acquérir des titres d'un ou de plusieurs autres émetteurs; • ils comptent utiliser le produit du placement pour investir dans une entreprise non précisée, fusionner avec elle ou l'acquérir.

Thème principal	Décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage	Règlement
Forme de la déclaration de placement avec dispense	Sauf en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario, les émetteurs doivent remplir le Formulaire 5 – <i>Financement participatif des entreprises en démarrage – Déclaration de placement avec dispense</i> . Dans ces provinces, les émetteurs doivent remplir le formulaire prévu à l'Annexe 45-106A1, <i>Déclaration de placement avec dispense</i> .	Les émetteurs doivent remplir le formulaire prévu à l'Annexe 45-106A1, <i>Déclaration de placement avec dispense</i> .
Date d'expiration	Sauf en Alberta et en Ontario, les décisions devaient venir à échéance le 13 mai 2020, mais ont été prolongées jusqu'à l'expiration d'un délai de 90 jours suivant l'entrée en vigueur du règlement. Il est prévu que toutes les décisions, y compris celles de l'Alberta et de l'Ontario, cessent de produire ses effets dans les 90 jours suivant l'entrée en vigueur du règlement.	Le règlement n'a pas de date d'expiration.

ANNEXE B

Projet de Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage

Liste des intervenants, résumé des commentaires et réponses

N°	Intervenant	Date
1.	James S. Hershaw	20 mai 2020
2.	National Crowdfunding & Fintech Association	27 mai 2020
3.	David Patterson et David Brook (Vested Technology Corp.)	27 mai 2020
4.	BC Co-operative Association	1 ^{er} juin 2020
5.	Silver Maple Ventures Inc.	11 juin 2020
6.	Eden Yesh (Community Impact Investment Coalition of British Columbia)	17 juin 2020
7.	Canadian Advocacy Council de CFA Societies Canada	23 juin 2020
8.	Private Capital Markets Association of Canada	13 juillet 2020
9.	André Beaudry (Coopératives et mutuelles du Canada)	13 juillet 2020
10.	Alexander Morsink (Equivesto Canada Inc.)	13 juillet 2020

N°	Objet	Résumé des commentaires	Réponse
1	Appui général	<p>Tous les intervenants expriment leur appui à l'harmonisation et à l'aide aux petites entreprises que prévoit le <i>Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage</i> (le Règlement 45-110).</p> <p>Sept intervenants indiquent que le projet de règlement devrait ouvrir davantage l'accès aux capitaux, surtout par le rehaussement des limites imposées aux investisseurs ou aux investissements au-delà des paramètres de la consultation.</p>	<p>Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires.</p> <p>Nous prenons acte de l'avis exprimé dans les mémoires voulant que le Règlement 45-110 constituerait toujours une option non viable pour la plupart des petits émetteurs. Nous croyons que le règlement harmonisé comblera une lacune du régime de collecte de capitaux de manière à aider les petits émetteurs à recueillir des capitaux.</p>

-2-

N°	Objet	Résumé des commentaires	Réponse
		Un intervenant estime que les hausses prévues par le Règlement 45-110, dans sa version actuelle, demeurent encore insuffisantes pour offrir une option viable à la plupart des petits émetteurs.	
2	Abrogation du Règlement 45-108	Six intervenants appuient l'abrogation du <i>Règlement 45-108 sur le financement participatif</i> (le Règlement 45-108). De l'avis général, il ne serait pas nécessaire de conserver le Règlement 45-108 à l'entrée en vigueur du Règlement 45-110, et le Règlement 45-108 n'a pas gagné en intérêt.	Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires. Les autorités ayant adopté le Règlement 45-108 surveilleront le volume des activités effectuées sous le régime du Règlement 45-108 de même que du Règlement 45-110 afin de déterminer s'il y a lieu de mettre fin au Règlement 45-108. Au besoin, elles solliciteront d'autres commentaires sur cette question.
3	Plafond imposé aux investisseurs – rehaussement du plafond de 2 500 \$	<p>Huit intervenants indiquent que le plafond de 2 500 \$ imposé aux investisseurs devrait être rehaussé.</p> <p>De ceux-ci, six indiquent que parmi les montants soumis à la consultation, celui de 5 000 \$ était approprié.</p> <p>Des six intervenants, deux indiquent qu'ils auraient souhaité que le plafond soit rehaussé à plus de 5 000 \$.</p> <p>De plus, deux intervenants proposent d'envisager l'importation du concept d'« investisseur admissible » (au sens des dispositions relatives à la dispense de prospectus pour placement au moyen d'une notice d'offre dans plusieurs provinces) avec des plafonds relevés pour les investisseurs admissibles.</p>	<p>Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires.</p> <p>Nous reconnaissons que plusieurs intervenants souhaitent un rehaussement de ce plafond, mais nous n'avons pas reçu de commentaires sur des mesures de protection des investisseurs à l'appui d'un tel rehaussement. Bien que des intervenants aient indiqué que certaines lois (notamment sur les coopératives) procurent une protection additionnelle aux investisseurs, celle-ci ne s'appliquerait qu'à une minorité de placements sur l'ensemble de ceux qui, selon nous, seront effectués sous le régime de la dispense de prospectus. Nous avons donc décidé d'appliquer le plafond imposé aux investisseurs qui a été publié initialement.</p>

-3-

N°	Objet	Résumé des commentaires	Réponse
		<ul style="list-style-type: none"> • Trois intervenants font également valoir, en tant qu'exploitants de coopératives, que la législation sur les coopératives, combinée aux obligations actuelles, suffit à protéger les investisseurs. <p>Deux intervenants estiment que le plafond relevé soumis à la consultation ne fait pas du financement participatif des entreprises en démarrage une option viable.</p>	
4	Plafond imposé aux investisseurs à qui le placement convient – rehaussement du plafond de 5 000 \$	<p>Neuf intervenants indiquent que le plafond de 5 000 \$ imposé aux investisseurs devrait être augmenté, plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans la fourchette proposée à la consultation (5 000 \$ à 10 000 \$), sept favorisent le montant de 10 000 \$; • deux intervenants souhaiteraient des montants supérieurs à 10 000 \$. <p>De plus, deux intervenants proposent d'importer le concept d'« investisseur admissible » (au sens des dispositions relatives à la dispense de prospectus pour placement au moyen d'une notice d'offre dans plusieurs provinces) avec des plafonds relevés précis. Un intervenant propose également que le plafond soit fixé à 10 000 \$ si un conseil sur la convenance du placement a été obtenu, qu'il soit favorable ou non.</p> <p>Deux intervenants estiment que le plafond relevé soumis à la consultation ne fait pas du</p>	<p>Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires.</p> <p>Nous sommes d'accord avec les commentaires indiquant que les investisseurs ayant reçu d'un courtier inscrit des conseils sur la convenance du placement jouissent d'une protection accrue. Nous estimons qu'il convient d'équilibrer cette protection accrue des investisseurs avec un rehaussement à 10 000 \$ du plafond qui leur est imposé.</p>

-4-

N°	Objet	Résumé des commentaires	Réponse
		financement participatif des entreprises en démarrage une option viable.	
5	Limite de placement – augmentation de la limite de 1 000 000 \$ pour une période de 12 mois	<p>Tous les intervenants indiquent que la limite de placement devrait être augmentée.</p> <p>Quatre intervenants sont favorables à l'abolition pure et simple de la limite, trois d'entre eux alléguant que rien ne la justifie pour l'émetteur, puisqu'elle ne réglerait aucun des enjeux de protection des investisseurs relevés.</p> <p>Les six autres intervenants sont favorables à une augmentation à 1 500 000 \$ selon les paramètres de la consultation, mais tous privilégient une hausse au-delà de ce montant. Plus particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux intervenants proposent que la limite imposée à l'émetteur soit augmentée à 2 000 000 \$ ou à 3 000 000 \$ lorsque le placement est effectué par l'entremise d'une personne inscrite, compte tenu des protections que confèrent aux investisseurs les obligations des personnes inscrites; • trois intervenants sont favorables à une hausse jusqu'à 5 000 000 \$ au moins, faisant remarquer que, dans d'autres pays disposant d'un régime de financement participatif, les limites imposées aux émetteurs sont souvent bien plus élevées (allant de 5 M\$ US aux États-Unis à 	<p>Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires.</p> <p>Nous sommes d'accord avec les commentaires indiquant que l'augmentation de la limite de placement n'atténuera pas la protection des investisseurs dans le contexte d'une campagne de financement participatif d'une entreprise en démarrage. Nous avons porté la limite du placement à 1 500 000 \$, soit le montant le plus élevé faisant l'objet de la consultation.</p> <p>Nous prenons acte que plusieurs intervenants souhaitent une hausse au-delà de ce montant et que certains proposent que celle-ci s'accompagne d'une obligation d'information supplémentaire. Nous estimons plus approprié que les émetteurs se prévalent de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre afin de recueillir des sommes plus importantes par financement participatif, laquelle comprend la communication d'information additionnelle visant à protéger les investisseurs.</p>

-5-

N°	Objet	Résumé des commentaires	Réponse
		<p>8 M d'euros au Royaume-Uni).</p> <p>Deux intervenants font valoir qu'une augmentation de la limite pourrait s'accompagner d'une obligation d'information supplémentaire pour l'émetteur, comme des états financiers ou une déclaration ultérieure sur l'emploi du produit.</p>	
6	Retrait des sanctions civiles pour information fausse ou trompeuse dans un document d'offre	<p>Huit intervenants expriment les avis suivants :</p> <p>Trois appuient le retrait de l'obligation puisqu'ils estiment que les protections ne sont pas utiles en réalité.</p> <p>Un demeure neutre, mais juge que l'obligation n'est pas nécessaire parce qu'il est peu probable que les investisseurs s'en prévalent, et qu'elle ne dissuaderait vraisemblablement pas les parties ayant l'intention de commettre une fraude.</p> <p>Deux appuient l'obligation dans la mesure où les limites imposées aux investisseurs et aux émetteurs sont rehaussées.</p> <p>Un autre l'appuie dès lors que l'émetteur parvient à recueillir au moins 1 500 000 \$.</p> <p>Un autre encore indique que les dirigeants et les administrateurs devraient être tenus responsables de toute information fausse ou trompeuse, fraude ou</p>	<p>Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires.</p> <p>Nous prenons acte que plusieurs intervenants estiment peu probable que des investisseurs se prévalent d'un droit d'action prévu par le régime de sanctions civiles en raison d'une information fausse ou trompeuse contenue dans le document d'offre. Nous n'avons toutefois reçu aucun commentaire laissant savoir que l'imposition de dispositions en matière de sanctions civiles constituerait un réel fardeau pour les émetteurs. Par conséquent, nous avons décidé de maintenir ces dispositions puisqu'elles confèrent une protection supplémentaire aux investisseurs sans accroître indûment le fardeau réglementaire.</p>

-6-

N°	Objet	Résumé des commentaires	Réponse
		non-conformité aux lois et règlements du Canada.	
7	Élargissement de la définition de « titre admissible »	<p>Sept intervenants appuient l'élargissement de la définition, mais proposent d'autres inclusions, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les actions privilégiées convertibles; • les parts de fiducie; • les parts de placement ou les parts sociales dans une coopérative. <p>Trois intervenants allèguent que les parts sociales et les parts de placement dans une coopérative devraient être incluses puisqu'il s'agit d'instruments relativement simples procurant une protection accrue (comme un droit de rachat) par rapport à d'autres titres simples.</p>	<p>Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires.</p> <p>Nous avons décidé d'inclure dans la définition de « titre admissible » les parts de placement et les parts sociales de coopérative. Nous souhaitons que les caractéristiques d'un « titre admissible » soient simples et compréhensibles pour les investisseurs et estimons que ces types de parts de coopératives répondent à ce critère.</p>
8.	Interdiction des fonds sans objectifs de placement	<p>Quatre intervenants souhaitent la levée de l'interdiction relative aux fonds sans objectifs de placement (restriction de l'utilisation de la dispense de prospectus en ce qui concerne les émetteurs ayant l'intention d'investir dans une entreprise non précisée, de fusionner avec elle ou de l'acquérir). Trois allèguent que cette interdiction nuira aux coopératives de placement sans raison et un autre avance que la meilleure façon de régler la question demeure encore le recours à un courtier inscrit, puisque celui-ci fournit des conseils sur la convenance.</p>	<p>Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires.</p> <p>Nous avons inclus l'interdiction relative aux fonds sans objectifs de placement dans le Règlement 45-110, car les mesures de protection des investisseurs intégrées dans le financement participatif des entreprises en démarrage ne visent pas à gérer le risque inhérent à ces types de placements. Nous estimons que les investisseurs qui souhaitent investir dans ces émetteurs obtiennent une meilleure protection des régimes en vigueur, comme le programme des sociétés de capital de démarrage de la Bourse de croissance TSX.</p>

-7-

N°	Objet	Résumé des commentaires	Réponse
		Un intervenant appuie l'interdiction parce que celle-ci semble être en accord avec l'esprit du Règlement.	Dans cette optique, nous avons révisé l'interdiction pour y préciser également que ne sont pas admissibles au financement participatif des entreprises en démarrage les émetteurs qui n'ont pas d'autres activités que le repérage et l'évaluation d'actifs ou d'entreprises en vue d'investir dans une entreprise, de fusionner avec elle ou de l'acquérir, ou encore de souscrire ou d'acquérir des titres d'un ou de plusieurs autres émetteurs.
9	Attestation relative au fonds de roulement	Trois intervenants proposent de réexaminer l'attestation relative au fonds de roulement. Le fardeau semble trop lourd pour les portails dispensés, surtout à court terme étant donné la turbulence économique. Un intervenant propose de réduire la durée de validité de l'attestation à 6 mois.	<p>Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires.</p> <p>Nous estimons que l'attestation relative au fonds de roulement (renommée depuis l'attestation relative aux ressources financières) peut imposer un fardeau important aux portails dispensés et avons décidé de réduire sa durée de validité à 6 mois, en faisant une attestation semestrielle.</p>

**RÈGLEMENT 45-110 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS ET
D'INSCRIPTION POUR FINANCEMENT PARTICIPATIF DES ENTREPRISES
EN DÉMARRAGE**

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, art. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 5°, 6.1.2°, 6.2°, 8°, 11°, 14°, 20° et 34°)

**CHAPITRE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

Définitions

1. 1) Dans le présent règlement, on entend par :

« association » : l'une des entités suivantes :

a) une coopérative, au sens du paragraphe 1 de l'article 2 de la Loi canadienne sur les coopératives (L.C. 1998, ch. 1);

b) une personne visée à l'Annexe A;

« courtier en placement » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier en placement;

« courtier sur le marché dispensé » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier sur le marché dispensé;

« filiale » : un émetteur qui est contrôlé directement ou indirectement par un autre émetteur et toute filiale de cette filiale;

« fondateur » : une personne qui remplit les conditions suivantes :

a) dans le cas d'un émetteur ou d'un portail de financement, agissant seule ou en collaboration ou de concert avec une ou plusieurs autres personnes, elle prend l'initiative, directement ou indirectement, de fonder ou de constituer l'entreprise de l'émetteur ou du portail de financement, ou de la réorganiser de manière importante;

b) dans le cas d'un émetteur, au moment du placement ou de l'opération visée, elle participe activement à l'activité de celui-ci;

« groupe de l'émetteur » : à l'égard de l'émetteur, les entités suivantes :

a) l'émetteur;

b) tout membre du même groupe que l'émetteur;

c) tout autre émetteur qui remplit l'une des conditions suivantes :

i) il exploite une entreprise avec l'émetteur ou un membre du même groupe que celui-ci;

ii) son entreprise a été fondée ou constituée par une personne ayant fondé ou constitué l'émetteur;

« montant minimum à réunir » : à l'égard d'un placement par financement participatif, le montant minimum indiqué dans le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

« placement par financement participatif » : tout placement visé à l'article 5;

« portail de financement » : toute personne qui facilite ou se propose de faciliter un placement par financement participatif effectué au moyen d'une plateforme Web ou d'une application;

« principal intéressé » : sauf en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 5, un fondateur, un administrateur, un dirigeant ou une personne participant au contrôle d'un portail de financement ou d'un émetteur;

« titre admissible » : l'un des titres suivants :

- a)* une action ordinaire;
- b)* une action privilégiée non convertible;
- c)* un titre convertible en un titre visé au paragraphe *a* ou *b*;
- d)* un titre de créance non convertible lié à un taux d'intérêt fixe ou variable;
- e)* une part de société en commandite;
- f)* une part dans le capital d'une association.

2) Pour l'application du présent règlement, un émetteur est membre du même groupe qu'un autre émetteur dans les cas suivants :

- a)* l'un est la filiale de l'autre;
- b)* chacun est contrôlé par la même personne.

3) Pour l'application du présent règlement, une personne est considérée comme exerçant le contrôle d'une autre personne dans les cas suivants :

a) elle a la propriété véritable de titres de cette autre personne lui assurant un nombre de votes suffisant pour élire la majorité des administrateurs de celle-ci ou exerce directement ou indirectement une emprise sur de tels titres, à moins qu'elle ne les détienne qu'en garantie d'une obligation;

b) dans le cas d'une société de personnes autre qu'une société en commandite, elle détient plus de 50 % des parts sociales;

c) dans le cas d'une société en commandite, elle en est le commandité.

Applications particulières – Alberta, Colombie-Britannique, Ontario, Québec et Saskatchewan

2. 1) En Alberta, le document d'offre fourni en vertu de l'article 5 est désigné comme une notice d'offre en vertu de la législation en valeurs mobilières.

2) En Colombie-Britannique, le document d'offre fourni en vertu du sous-paragraphe *h* du paragraphe 1 de l'article 5 est un document d'information visé à l'article 132.1 du *Securities Act* (R.S.B.C. 1996, c. 418).

3) En Ontario, l'émetteur qui place des titres en vertu de l'article 5 est assimilé à un participant au marché en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.O. 1990, chap. S.5).

4) En Saskatchewan, le document d'offre fourni en vertu de l'article 5 constitue une notice d'offre en vertu de la législation en valeurs mobilières.

5) Au Québec, les conditions suivantes s'appliquent :

a) le document d'offre fourni en vertu de l'article 5 et le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2 mis à la disposition des souscripteurs conformément au présent règlement sont rédigés en français seulement ou en français et en anglais;

b) le portail de financement qui s'est prévalu de la dispense prévue à l'article 3 est un participant au marché déterminé par règlement pour l'application de l'article 151.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1);

c) le document d'offre fourni en vertu de l'article 5 et les documents mis à la disposition des souscripteurs conformément au présent règlement sont autorisés par l'Autorité des marchés financiers au lieu du prospectus;

d) dans le présent règlement, l'expression « opération visée » désigne les activités suivantes :

i) les activités visées à la définition de l'expression « courtier » prévue à l'article 5 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1), notamment les activités suivantes :

A) la vente ou la cession d'un titre à titre onéreux, que les modalités de paiement soient sur marge, en plusieurs versements ou de toute autre manière, à l'exclusion du transfert de titres ou du fait de donner des titres en garantie relativement à une dette ou à l'achat de titres, à l'exception de ce qui est prévu à la disposition *ii*;

B) la participation, à titre de négociateur, à toute opération sur des titres effectuée par l'intermédiaire d'une bourse ou d'un système de cotation et de déclaration d'opérations;

C) la réception par une personne inscrite d'un ordre d'achat ou de vente de titres;

ii) le transfert de titres d'un émetteur ou le fait de donner en garantie des titres d'un émetteur qui sont détenus par une personne participant au contrôle relativement à une dette.

CHAPITRE 2

DISPENSE DE L'OBLIGATION D'INSCRIPTION À TITRE DE COURTIER

Dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier

3. 1) Tout portail de financement réunissant les conditions suivantes est dispensé de l'obligation d'inscription à titre de courtier :

a) il n'est inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada;

b) il ne fournit aucun conseil aux souscripteurs ni ne fait de recommandation ou de déclaration sur la convenance des titres admissibles ou la qualité de l'investissement;

c) il ne reçoit aucuns frais ni aucune commission ou autre paiement analogue des souscripteurs;

d) il ne facilite ou ne propose de faciliter que des placements par financement participatif;

e) au moins 30 jours avant la première date à laquelle il facilite un placement par financement participatif, il a transmis à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières les 2 documents suivants :

i) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A3, dûment rempli, qui se rapporte à lui et qui est attesté par l'une de ses personnes physiques autorisées;

ii) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A4, dûment rempli, pour chacun de ses principaux intéressés et qui renferme une attestation signée par ceux-ci;

f) son siège est situé au Canada;

g) il a mis en place des politiques et des procédures empêchant quiconque d'accéder à sa plateforme, à moins que la personne reconnaisse accéder à la plateforme d'un portail de financement qui présente les caractéristiques suivantes :

i) il n'est inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada;

ii) il n'est pas ni ne sera autorisé à donner des conseils sur les éléments suivants :

A) la convenance d'un titre aux fins d'un investissement par la personne;

B) la qualité d'un investissement;

h) les éléments suivants figurent sur sa plateforme :

i) une déclaration indiquant qu'il n'est inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada et qu'il se prévaut de la dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier prévue par le présent règlement;

ii) une déclaration indiquant qu'il détiendra les actifs de chaque souscripteur de la façon suivante :

A) séparément de ses propres actifs;

B) dans une fiducie au profit du souscripteur;

C) dans le cas des espèces, dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne;

iii) les politiques et les procédures qu'il suivra pour aviser chaque souscripteur advenant son insolvabilité ou l'abandon de ses activités ainsi que la façon dont il lui remboursera ses actifs;

i) il détient les actifs de chaque souscripteur de la façon suivante :

i) séparément de ses propres actifs;

ii) dans une fiducie au profit du souscripteur;

iii) dans le cas des espèces, dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne;

j) il a mis en place des politiques et des procédures de gestion des actifs, dans le cadre d'un placement par financement participatif, qui fournissent l'assurance raisonnable qu'il se conformera aux conditions prévues au sous-paragraphe *i*;

k) il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif que s'il reçoit du souscripteur, par l'intermédiaire de sa plateforme, le paiement pour le placement de chaque titre admissible;

l) il a mis en place des politiques et des procédures garantissant qu'après que l'émetteur lui a transmis son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, et celui prévu à l'Annexe 45-110A2, ces documents sont mis à la disposition de chaque souscripteur par sa plateforme;

m) il a mis en place des politiques et des procédures prévoyant qu'un souscripteur ne peut participer à un placement par financement participatif que s'il remplit d'abord le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2, et confirme avoir lu et comprendre le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

n) il a mis en place des politiques et des procédures pour prendre rapidement les mesures suivantes lorsqu'un émetteur lui indique avoir apporté une modification à son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli :

i) il affiche la modification sur sa plateforme;

ii) il informe chaque souscripteur de la modification et du droit du souscripteur de résoudre toute convention de souscription de titres en lui transmettant l'avis visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

o) il a mis en place des politiques et des procédures prévoyant le remboursement de la totalité des actifs à chaque souscripteur dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu de celui-ci un avis de résolution conformément au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

p) si l'émetteur n'a pas obtenu le montant minimum à réunir au plus tard le 90^e jour après la première mise à la disposition d'un souscripteur éventuel du formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, sur sa plateforme, ou si l'émetteur l'avise du retrait du placement par financement participatif, il prend les mesures suivantes au plus tard 5 jours ouvrables après le 90^e jour ou la réception de l'avis, selon le cas :

i) il avise l'émetteur, et chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de celui-ci, que les actifs ont été remboursés ou sont en voie de l'être;

ii) il prend des mesures raisonnables pour rembourser ou faire rembourser la totalité des actifs à chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de l'émetteur;

q) si les délais prévus au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5 ont expiré, il prend les mesures suivantes :

i) il remet ou fait remettre la totalité des actifs dus à l'émetteur à la clôture du placement;

ii) au plus tard 15 jours après la clôture du placement, il prend les mesures suivantes :

A) il avise chaque souscripteur de la remise des actifs à l'émetteur;

B) il fournit à l'émetteur les documents visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 5;

r) ni lui ni l'un de ses principaux intéressés n'a fait l'objet d'une décision, d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation ou un tribunal, ou n'a conclu de règlement amiable avec une telle entité, au cours des 10 dernières années dans le cadre d'une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fautive ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire;

s) ni lui ni l'un de ses principaux intéressés n'est ou n'a été un principal intéressé d'une entité qui fait ou a fait l'objet d'une décision, d'un jugement, d'un décret, d'une sanction, d'une pénalité administrative ou d'un règlement amiable visé au sous-paragraphe *r*;

t) il a mis en place des politiques et des procédures pour aviser rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, ainsi que les

souscripteurs pour lesquels il détient des actifs, du processus qu'il appliquera pour rembourser à ces derniers leurs actifs advenant son insolvabilité ou l'abandon de ses activités;

u) il n'est pas insolvable.

2) Le portail de financement qui se prévaut du paragraphe 1 a les obligations suivantes :

a) il tient des dossiers à son siège pour consigner avec exactitude ses affaires financières et les opérations de ses clients et démontrer sa conformité au présent règlement, durant une période de 8 ans à compter de la date d'ouverture d'un dossier;

b) il avise l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de chaque modification à l'information présentée antérieurement dans un document visé au sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 par la transmission d'une modification au document au plus tard 30 jours après celle-ci;

c) il prend des mesures raisonnables pour confirmer que la majorité de ses administrateurs résident au Canada;

d) il indique sur sa plateforme le nom complet, la municipalité et le territoire de résidence ainsi que l'adresse postale, les adresses de courrier électronique et le numéro de téléphone professionnels de chacun de ses principaux intéressés;

e) il prend des mesures raisonnables pour confirmer que le siège de l'émetteur est situé au Canada avant de permettre à celui-ci d'afficher un placement par financement participatif sur sa plateforme;

f) il ne permet à personne d'accéder à sa plateforme, à moins que la personne reconnaisse accéder à la plateforme d'un portail de financement qui présente les caractéristiques suivantes :

i) il n'est inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada;

ii) il n'est pas ni ne sera autorisé à donner des conseils sur les éléments suivants :

A) la convenance d'un titre aux fins d'un investissement par la personne;

B) la qualité d'un investissement;

g) il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme que s'il a mis à la disposition de chaque souscripteur, par l'intermédiaire de sa plateforme, les formulaires prévus à l'Annexe 45-110A1 et à l'Annexe 45-110A2, dûment remplis, de l'émetteur;

h) il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme que si chaque souscripteur remplit le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2 afin de reconnaître les risques, et confirme avoir lu et comprendre le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

i) lorsqu'un émetteur lui indique avoir apporté une modification à son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, il prend rapidement les mesures suivantes :

i) il affiche la modification sur sa plateforme;

ii) il informe chaque souscripteur de la modification et du droit du souscripteur de résoudre toute convention de souscription de titres en lui transmettant l'avis visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

j) il rembourse tous les actifs au souscripteur dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu de celui-ci un avis de résolution visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

k) il transmet chaque année à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A5, dûment rempli, dans les délais suivants :

i) entre le 1^{er} et le 10 janvier;

ii) entre le 1^{er} et le 10 juillet;

l) advenant son insolvabilité ou l'abandon de ses activités, il avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, ainsi que les souscripteurs pour lesquels il détient des actifs, du processus qu'il appliquera pour rembourser à ces derniers leurs actifs.

CHAPITRE 3 PORTAILS DE FINANCEMENT INSCRITS

Obligations du courtier en placement ou du courtier sur le marché dispensé qui exploite un portail de financement

4. 1) Le portail de financement qui est un courtier en placement ou un courtier sur le marché dispensé ne peut faire ce qui suit :

a) procéder à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme sauf dans les cas suivants :

i) il reçoit du souscripteur, par l'intermédiaire de sa plateforme, le paiement pour le placement de chaque titre admissible;

ii) il a mis à la disposition de chaque souscripteur, par l'intermédiaire de sa plateforme, les formulaires prévus à l'Annexe 45-110A1 et à l'Annexe 45-110A2, dûment remplis, de l'émetteur;

iii) chaque souscripteur remplit le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2 afin de reconnaître les risques, et confirme avoir lu et comprendre le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

b) permettre à quiconque d'accéder à la plateforme du portail de financement, à moins que la personne reconnaisse accéder à une plateforme qui présente les caractéristiques suivantes :

i) elle est exploitée par un courtier en placement ou un courtier sur le marché dispensé, selon le cas;

ii) elle fournira des conseils sur la convenance des titres admissibles.

2) Le portail de financement qui est un courtier en placement ou un courtier sur le marché dispensé fait ce qui suit :

a) il prend des mesures raisonnables pour confirmer que le siège de l'émetteur est situé au Canada avant de permettre à celui-ci d'afficher un placement par financement participatif sur la plateforme du portail de financement;

b) lorsqu'un émetteur lui indique avoir apporté une modification à son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, il avise rapidement chaque souscripteur du placement par financement participatif de l'émetteur de ce qui suit :

- i)* la modification;
- ii)* le droit du souscripteur de résoudre toute convention de souscription de titres en transmettant au portail de financement un avis visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;
- c)* il rembourse tous les actifs au souscripteur dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu de celui-ci un avis de résolution visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;
- d)* si l'émetteur n'a pas obtenu le montant minimum à réunir au plus tard le 90^e jour après la première mise à la disposition d'un souscripteur éventuel du formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, sur la plateforme du portail de financement, ou si l'émetteur avise le portail de financement du retrait du placement par financement participatif, il prend les mesures suivantes au plus tard 5 jours ouvrables après le 90^e jour ou la réception de l'avis, selon le cas :
 - i)* il avise l'émetteur, et chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de celui-ci, que les actifs ont été remboursés ou sont en voie de l'être;
 - ii)* il prend des mesures raisonnables pour rembourser ou faire rembourser la totalité des actifs à chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de l'émetteur;
 - e)* si le plus long des délais prévus au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5 a expiré, il prend les mesures suivantes :
 - i)* il remet ou fait remettre la totalité des actifs dus à l'émetteur à la clôture du placement;
 - ii)* au plus tard 15 jours après la clôture du placement, il prend les mesures suivantes :
 - A) il avise chaque souscripteur de la remise des actifs à l'émetteur;
 - B) il fournit à l'émetteur toute l'information nécessaire pour que celui-ci remplisse ses obligations en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 5.

CHAPITRE 4 DISPENSE DE L'OBLIGATION DE PROSPECTUS EN FAVEUR DES ÉMETTEURS

Dispense de l'obligation de prospectus en faveur des émetteurs

5. 1) L'émetteur est dispensé de l'obligation de prospectus relativement à un placement par financement participatif lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :
- a)* le placement et le paiement des titres sont facilités par un portail de financement qui répond aux critères suivants :
 - i)* il se prévaut du paragraphe 1 de l'article 3;
 - ii)* il est exploité par un courtier sur le marché dispensé ou un courtier en placement;
 - b)* le souscripteur souscrit les titres pour son propre compte;
 - c)* l'émetteur n'est émetteur assujéti dans aucun territoire du Canada ou l'équivalent dans aucun territoire étranger;

- d)* l'émetteur n'est pas un fonds d'investissement;
- e)* le siège de l'émetteur est situé au Canada;
- f)* le titre placé est un titre admissible émis par l'émetteur;
- g)* le produit brut total réuni par le groupe de l'émetteur conformément au présent article au cours de la période de 12 mois précédant la clôture du placement par financement participatif n'excède pas 1 500 000 \$;
- h)* l'émetteur a rempli le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1 et l'a transmis au portail de financement;
- i)* la clôture du placement par financement participatif a lieu au plus tard le 90^e jour après la date à laquelle le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur est mis à la disposition d'un souscripteur éventuel pour la première fois sur la plateforme du portail de financement;
- j)* la convention de souscription prévoit que le souscripteur des titres peut la résoudre de l'une des façons suivantes :
 - i)* en transmettant au portail de financement un avis de résolution au plus tard à minuit le 2^e jour ouvrable après le jour de la conclusion de la convention par le souscripteur;
 - ii)* après une modification apportée au formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur, en transmettant un avis de résolution au plus tard à minuit le 2^e jour ouvrable après le jour où le portail de financement avise le souscripteur de la modification;
- k)* le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur indique l'emploi qu'il compte faire des actifs réunis et le montant minimum à réunir pour clore le placement par financement participatif;
- l)* l'émetteur ne procède à la clôture du placement par financement participatif que s'il obtient le montant minimum à réunir indiqué dans son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, au moyen des souscriptions effectuées dans le cadre du placement par financement participatif ou de tout placement simultanément réalisé sous le régime d'une ou de plusieurs autres dispenses de l'obligation de prospectus, à condition que les actifs soient inconditionnellement à sa disposition;
- m)* aucun membre du groupe de l'émetteur n'effectue de placement par financement participatif simultané pour le même objet que celui décrit dans son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli;
- n)* l'émetteur ne verse aucune commission, aucuns frais, ni aucun paiement analogue au groupe de l'émetteur ou à tout principal intéressé, salarié ou mandataire d'un membre de celui-ci à l'égard du placement par financement participatif;
- o)* aucun principal intéressé du groupe de l'émetteur n'est un principal intéressé du portail de financement;
- p)* l'émetteur ne place auprès d'aucun souscripteur des titres dont la valeur dépasse les montants suivants :
 - i)* 2 500 \$, sous réserve de la disposition *ii*;
 - ii)* 10 000 \$, si le souscripteur a obtenu d'un courtier inscrit des conseils indiquant que l'investissement lui convient;
- q)* l'émetteur réunit les conditions suivantes :

i) il exerce d'autres activités que le repérage et l'évaluation d'actifs ou d'entreprises en vue d'investir dans un émetteur, de fusionner avec lui ou de souscrire ou d'acquérir des titres de celui-ci, ou encore d'acquérir une entreprise;

ii) il ne compte pas utiliser le produit du placement par financement participatif pour investir dans un émetteur, fusionner avec lui ou souscrire ou acquérir des titres de celui-ci, ou encore pour acquérir une entreprise, sauf si l'émetteur ou l'entreprise est précisé dans le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur.

2) L'émetteur qui se prévaut du paragraphe 1 a les obligations suivantes :

a) s'il apprend que son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, est inexact ou l'est devenu, il prend rapidement les mesures suivantes :

i) il en avise le portail de financement;

ii) il modifie son formulaire de façon à le corriger;

iii) il transmet au portail de financement son formulaire modifié;

b) dans un délai de 30 jours suivant la clôture du placement par financement participatif, il transmet à chaque souscripteur les éléments suivants :

i) une confirmation écrite indiquant l'information suivante :

A) la date de souscription et de clôture du placement par financement participatif;

B) le nombre de titres admissibles souscrits et leur description;

C) le prix par titre admissible payé par le souscripteur;

D) le total des commissions, frais et autres paiements analogues qu'il a versés au portail de financement à l'égard du placement par financement participatif;

ii) un exemplaire de son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli.

Dépôt des documents relatifs au placement

6. L'émetteur qui place des titres en vertu du présent règlement dépose auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières les documents suivants au plus tard le 30^e jour suivant la clôture du placement par financement participatif :

a) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

b) une déclaration de placement avec dispense établie conformément à l'Annexe 45-106A1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21).

CHAPITRE 5 DISPENSE

Dispense

7. 1) L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Alberta et Ontario, la dispense prévue au paragraphe 1 est accordée en vertu de la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

CHAPITRE 6
DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Date d'entrée en vigueur

8. 1) Le présent règlement entre en vigueur le 21 septembre 2021.
- 2) En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 21 septembre 2021.

ANNEXE A ASSOCIATIONS

Dans le présent règlement, les personnes suivantes sont des « associations » :

- une *cooperative*, au sens du paragraphe 1 de l'article 1 de la *Cooperatives Act* (S.A. 2001, c. C-28.1) de l'Alberta;
- une *association*, au sens du paragraphe 1 de l'article 1 de la *Cooperative Association Act* (S.B.C. 1999, c. 28) de la Colombie-Britannique;
- une *association*, au sens de l'article 1 de la *Co-operative Associations Act* (R.S.P.E.I. 1988, c. C-23) de l'Île-du-Prince-Édouard;
- une coopérative, au sens du paragraphe 1 de l'article 1 de la *Loi sur les coopératives* (C.P.L.M. c. C223) du Manitoba;
- une coopérative, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les coopératives* (L.N.-B. 2019, ch. 24) du Nouveau-Brunswick;
- une *association*, au sens de l'article 2 de la *Co-operative Associations Act* (R.S.N.S. 1989, c. 98) de la Nouvelle-Écosse;
- une association, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les associations coopératives* (L.R.T.N.-O. 1988, ch. C-19) du Nunavut;
- une coopérative, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les sociétés coopératives* (L.R.O. 1990, chap. C.35) de l'Ontario, seulement si elle est autorisée par cette loi à se prévaloir de la dispense de prospectus prévue par le présent règlement;
- une coopérative, au sens de l'article 3 de la *Loi sur les coopératives* (chapitre C-67.2) du Québec;
- une *cooperative*, au sens du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de l'article 2 de *The New Generation Co-operatives Act* (S.S. 1999, c. N-4.001) de la Saskatchewan;
- une *cooperative*, au sens de l'article 2 de la *Co-operatives Act* (S.N.L. 1998, c. C-35.1) de Terre-Neuve-et-Labrador;
- une association, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les associations coopératives* (L.R.T.N.-O. 1988, ch. C-19) des Territoires du Nord-Ouest;
- une association, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les associations coopératives* (L.R.Y. 2002, ch. 43) du Yukon.

**ANNEXE 45-110A1
DOCUMENT D'OFFRE**

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

- 1) *Fournir le présent document d'offre au portail de financement, qui doit l'afficher sur sa plateforme en ligne. Il ne doit contenir aucune information fausse ou trompeuse, c'est-à-dire de l'information de nature à induire en erreur sur un fait important ou l'omission de déclarer un fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite. Si l'information contenue dans le présent document d'offre devient inexacte ou renferme de l'information fausse ou trompeuse, il est obligatoire d'en aviser immédiatement le portail de financement, de le modifier et d'en transmettre une nouvelle version au portail de financement.*
- 2) *L'émetteur qui se prévaut de la dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage (article 5 du règlement) dans le territoire intéressé en vue d'un tel placement doit déposer le présent document d'offre dans ce territoire. Il est à noter que si le souscripteur des titres et l'émetteur sont situés dans des territoires différents, le placement par financement participatif est effectué dans les deux territoires, soit dans celui où se situe le siège de l'émetteur et dans celui du souscripteur.*
- 3) *Le présent document d'offre doit être déposé au plus tard le 30^e jour suivant la clôture du placement.*
- 4) *Le présent document d'offre doit être rempli et attesté par une personne physique autorisée au nom de l'émetteur.*
- 5) *Rédiger le présent document d'offre de manière qu'il soit facile à lire et à comprendre, dans un langage simple, clair et précis. Éviter les termes techniques.*
- 6) *La présentation de l'information doit suivre autant que possible celle du présent formulaire. Présenter les rubriques dans l'ordre prévu ci-dessous. Les intitulés, la numérotation et l'information doivent tous apparaître tels qu'ils sont indiqués dans le présent formulaire, sans aucune modification.*

Rubrique 1 Risques d'investissement

1.1. Incrire la mention suivante en caractères gras :

« Aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable n'a évalué, examiné ou approuvé la qualité de ces titres ni examiné le présent document d'offre. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Le présent placement comporte des risques. ».

1.2. Si l'émetteur fait des déclarations prospectives, inclure la mention suivante en caractères gras :

« Il est difficile d'analyser et de confirmer objectivement les prévisions et prédictions d'une entreprise en démarrage. Les déclarations prospectives ne constituent que l'opinion de l'émetteur et pourraient se révéler déraisonnables. ».

Rubrique 2 Émetteur

2.1. Fournir l'information suivante au sujet de l'émetteur :

- a) nom complet figurant dans les statuts, la convention de société en commandite ou tout autre document constitutif, selon le cas;
- b) adresse du siège;
- c) numéro de téléphone;

- d) adresse électronique;
- e) URL du site Web.

Instructions : Le siège est le lieu où les personnes physiques qui dirigent l'émetteur, y compris le chef de la direction, ont leurs bureaux. Il peut se situer à la même adresse que l'établissement enregistré ou à une autre adresse, selon la structure juridique de l'émetteur. L'adresse du siège doit être une adresse municipale et non une boîte postale.

2.2. Fournir les renseignements suivants sur la personne-ressource qui, chez l'émetteur, peut répondre aux questions des souscripteurs et de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable :

- a) nom complet (prénom(s) et nom de famille);
- b) poste chez l'émetteur;
- c) adresse professionnelle;
- d) numéro de téléphone professionnel;
- e) adresse électronique.

Rubrique 3 Activité de l'émetteur

3.1. Décrire l'activité de l'émetteur. Fournir suffisamment de détails pour permettre aux investisseurs de comprendre clairement ce que l'émetteur fait ou entend faire.

Instructions :

1) Répondre aux questions suivantes qui s'appliquent :

- *L'émetteur est-il en train de mettre sur pied, de concevoir ou de développer un projet ou compte-t-il le faire? Vendra-t-il des produits fabriqués par des tiers ou offrira-t-il un service?*
- *Quels sont les principaux détails sur le secteur d'activité de l'émetteur et son exploitation? Qu'est-ce qui caractérise l'activité de l'émetteur et la distingue de celle des concurrents du même secteur?*
- *Quels jalons l'émetteur a-t-il déjà atteints et souhaite atteindre au cours des 2 prochaines années? Il peut s'agir, par exemple, de terminer les essais, de trouver un fabricant, d'entreprendre une campagne de publicité, de se constituer des stocks. Quel est le calendrier proposé pour l'atteinte des divers jalons?*
- *Quels sont les principaux obstacles auxquels l'émetteur pense être confronté dans l'atteinte de ses jalons?*
- *Comment les fonds tirés du présent financement contribueront-ils au développement de l'activité de l'émetteur et à l'atteinte d'un ou de plusieurs jalons?*
- *L'émetteur a-t-il conclu des contrats qui sont importants à son activité?*
- *L'émetteur a-t-il commencé à exercer des activités d'exploitation?*
- *Comment l'émetteur envisage-t-il son activité dans 3, 5 et 10 ans?*
- *Quels sont les plans et objectifs de l'émetteur pour l'avenir et comment entend-il les réaliser?*
- *Quelle expérience les gestionnaires de l'émetteur possèdent-ils en gestion d'entreprise ou dans ce secteur d'activité?*

- *L'émetteur possède-t-il des locaux d'entreprise à partir desquels il peut exercer son activité?*

- *Combien de salariés l'émetteur compte-t-il ou de combien en a-t-il besoin?*

2) *Ne faire référence à une mesure de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie que si les conditions suivantes sont remplies : i) l'émetteur a publié des états financiers pour son dernier exercice et ii) la mesure mentionnée dans le document d'offre est un montant présenté dans les états financiers ou rapproché avec un montant qui y est présenté.*

3) *L'émetteur doit exercer d'autres activités que le repérage et l'évaluation d'actifs ou d'entreprises en vue d'investir dans une entreprise, de fusionner avec elle ou de l'acquérir, ou encore de souscrire ou d'acquérir des titres d'un ou de plusieurs autres émetteurs. S'il n'en exerce pas d'autres, il ne doit pas recourir au financement participatif des entreprises en démarrage pour réunir des capitaux.*

3.2. Décrire la structure juridique de l'émetteur et indiquer son territoire de constitution.

Instructions :

1) *Indiquer si l'émetteur est une société par actions, une société en commandite, une société en nom collectif, une association (au sens du règlement) ou autre.*

2) *Préciser la province, le territoire ou l'État de constitution de l'émetteur.*

3.3. Indiquer l'endroit où les souscripteurs peuvent obtenir les statuts, la convention de société en commandite, toute convention entre actionnaires ou tout document analogue de l'émetteur.

Instruction : L'accès à ces documents peut être offert en ligne aux investisseurs.

3.4. Choisir le ou les énoncés qui décrivent le mieux les activités d'exploitation de l'émetteur (cocher tous ceux qui s'appliquent) :

il n'a jamais exercé d'activités d'exploitation;

il est au stade de développement;

il exerce actuellement des activités d'exploitation.

3.5. Indiquer si l'émetteur a des états financiers. Dans l'affirmative, inscrire la mention suivante en caractères gras :

« Avis aux souscripteurs : si vous recevez les états financiers d'un émetteur effectuant un placement par financement participatif, vous devez savoir qu'ils n'ont pas été fournis aux autorités en valeurs mobilières ou aux agents responsables ni examinés par ces organismes. Ils ne font pas partie du présent document d'offre. Vous devriez également consulter un comptable ou un conseiller financier indépendant à propos de l'information qui y est présentée. ».

Instructions :

1) *Les états financiers publiés dans le cadre du placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage doivent être établis conformément aux PCGR canadiens. Ils doivent présenter les résultats d'exploitation du dernier exercice de l'émetteur.*

2) *Tout rapport d'audit sur les états financiers délivré par un auditeur doit être inclus avec ceux-ci. Si les états financiers ne sont pas audités, l'émetteur doit les désigner comme tels.*

3.6. Préciser le nombre et le type des titres de l'émetteur qui sont en circulation à la date du présent document d'offre. Si des titres autres que les titres admissibles offerts sont en circulation, les décrire.

Rubrique 4 Direction

4.1. Fournir dans le tableau suivant l'information demandée sur chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle de l'émetteur :

Nom complet, municipalité de résidence et poste chez l'émetteur	Principale fonction exercée dans les 5 dernières années	Expertise, formation et expérience pertinente pour l'activité de l'émetteur	Nombre et type de titres de l'émetteur en sa propriété	Date de souscription des titres et prix payé	Pourcentage des titres de l'émetteur détenus en date du présent document d'offre

4.2. Indiquer le nom de la personne concernée, ainsi que des détails sur le moment, la nature et l'issue des procédures relatives à chaque personne visée à la rubrique 4.1 et à l'émetteur qui, selon le cas, s'est trouvé dans les situations suivantes :

a) il ou elle a plaidé coupable ou a été reconnu coupable :

i) d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel en vertu du Code criminel (L.R.C. 1985, ch. C-46);

ii) d'une infraction quasi criminelle dans un territoire du Canada ou un territoire étranger;

iii) d'un délit ou acte délictueux grave en vertu de la législation pénale des États-Unis d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;

iv) d'une infraction aux termes de la législation pénale de tout autre territoire étranger;

b) il ou elle fait ou a fait l'objet d'une décision (d'interdiction d'opérations ou autre), d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger, ou a conclu un règlement amiable avec une telle entité, au cours des 10 dernières années relativement à ce qui suit :

i) sa participation à une activité bancaire, en valeurs mobilières ou en assurance;

ii) une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire;

c) il ou elle fait ou a fait l'objet d'une décision, d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un comité de discipline, un

ordre professionnel ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger au cours des 10 dernières années relativement à une faute professionnelle;

d) il ou elle fait ou a fait l'objet d'une procédure de mise en faillite ou d'insolvabilité;

e) il ou elle est administrateur, dirigeant, fondateur ou personne participant au contrôle d'une personne qui fait ou a fait l'objet d'une procédure visée au paragraphe *a*, *b*, *c* ou *d*.

Instruction : Une infraction quasi criminelle peut comprendre une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1985, ch. 1 (5^e suppl.)), à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, ch. 27) ou à la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de toute province ou de tout territoire du Canada ou de tout territoire étranger.

Rubrique 5 Placement par financement participatif

5.1. Indiquer le nom du portail de financement par lequel l'émetteur effectue le placement par financement participatif. Si l'émetteur a recours à un portail de financement qui est exploité par un courtier inscrit, indiquer le nom de ce dernier.

Instruction : Le présent document d'offre ne doit être affiché que sur un seul portail de financement.

5.2. Indiquer tous les territoires (provinces et territoires du Canada) dans lesquels l'émetteur compte réunir des fonds et mettre le présent document d'offre à la disposition des souscripteurs.

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Alberta | <input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse | <input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-Labrador |
| <input type="checkbox"/> Colombie-Britannique | <input type="checkbox"/> Nunavut | <input type="checkbox"/> Territoires du Nord-Ouest |
| <input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard | <input type="checkbox"/> Ontario | <input type="checkbox"/> Yukon |
| <input type="checkbox"/> Manitoba | <input type="checkbox"/> Québec | |
| <input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick | <input type="checkbox"/> Saskatchewan | |

5.3. Fournir l'information suivante sur le placement par financement participatif :

a) la date à laquelle l'émetteur doit avoir obtenu le montant minimum à réunir pour la clôture du placement (au plus tard le 90^e jour après la première mise à la disposition du présent document d'offre sur le portail de financement);

b) le cas échéant, la date et la description de la modification apportée au présent document d'offre.

Instruction : Aucune modification apportée au document d'offre ne doit modifier la date visée au paragraphe a.

5.4. Indiquer le type de titres admissibles offerts.

- actions ordinaires;
- actions privilégiées non convertibles;
- titres convertibles en actions ordinaires;
- titres convertibles en actions privilégiées non convertibles;
- titres de créance non convertibles liés à un taux d'intérêt fixe;
- titres de créance non convertibles liés à un taux d'intérêt variable;

- parts de société en commandite;
- parts du capital d'une association. Préciser le type de parts (par exemple une part sociale, une part privilégiée ou une part privilégiée participante) : _____.

5.5. Les titres offerts sont assortis des droits, restrictions et conditions qui suivent :

- droits de vote;
- droits aux dividendes ou aux intérêts (décrire);
- droits en cas de dissolution;
- droits de conversion (décrire en quoi les titres sont convertibles);
- droits à l'égalité de traitement;
- droits de sortie conjointe;
- droits préférentiels de souscription;
- autres droits (décrire).

Instruction : Cette information se trouve dans les documents constitutifs visés à la rubrique 3.3.

5.6. Résumer brièvement toute autre restriction ou condition importante rattachée aux titres admissibles offerts, comme le droit à l'égalité de traitement ou de sortie conjointe ou le droit préférentiel de souscription.

Instruction : Les restrictions et conditions à décrire ici figurent dans les règlements intérieurs, les conventions entre actionnaires ou les conventions de société en commandite.

5.7. Fournir l'information suivante dans un tableau :

	Montant total (\$)	Nombre total de titres pouvant être émis
Montant minimum à réunir		
Montant maximum à réunir		
Prix par titre		

5.8. Indiquer le montant minimum à investir par souscripteur. Si l'émetteur n'en a fixé aucun, l'indiquer.

5.9. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« Note : Le montant minimum à réunir indiqué dans le présent document d'offre peut être obtenu à l'aide de fonds inconditionnellement mis à la disposition de [insérer le nom de l'émetteur] qui sont réunis sous le régime d'autres dispenses de prospectus. ».

Rubrique 6 Emploi des fonds

6.1. Fournir l'information suivante sur les fonds réunis précédemment par l'émetteur :

- a) le montant des fonds réunis précédemment;
- b) la façon dont l'émetteur les a réunis;

c) si les fonds ont été réunis par l'émission de titres, la dispense de prospectus dont l'émetteur s'est prévalu pour le faire;

d) la façon dont l'émetteur a employé ces fonds.

Si l'émetteur n'a pas réuni de fonds précédemment, l'indiquer.

6.2. Ventiler de façon détaillée dans le tableau suivant l'emploi prévu des fonds réunis dans le cadre du présent placement par financement participatif. Si une partie des fonds doit être versée directement ou indirectement à un fondateur, à un administrateur, à un dirigeant ou à une personne participant au contrôle de l'émetteur, indiquer dans une note accompagnant le tableau le nom de la personne, sa relation avec l'émetteur et le montant. Si l'émetteur appliquera plus de 10 % des fonds disponibles au remboursement d'une dette contractée au cours des 2 derniers exercices, indiquer les raisons de la dette.

Description de l'emploi prévu des fonds, par ordre de priorité	Selon le montant minimum à réunir	Selon le montant maximum à réunir

Rubrique 7 Placements par financement participatif effectués précédemment

7.1. Pour chaque placement par financement participatif auquel le groupe de l'émetteur et chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle de ce groupe ont participé au cours des 5 dernières années, fournir l'information suivante :

a) le nom complet de l'émetteur ayant effectué le placement;

b) le nom du portail de financement;

c) l'issue du placement, c'est-à-dire s'il a été clos avec succès, s'il a été retiré par l'émetteur ou s'il n'a pas été clos parce qu'il n'a pas atteint le montant minimum à réunir, de même que la date de l'événement.

Instruction : Fournir l'information sur tous les placements par financement participatif effectués précédemment auxquels le groupe de l'émetteur et chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle de chaque membre de ce groupe ont participé, même s'ils ont été effectués par un émetteur n'étant pas membre de ce groupe.

Rubrique 8 Rémunération versée au portail de financement

8.1 Décrire toute commission, tous frais ou toute autre somme que l'émetteur s'attend à verser au portail de financement pour effectuer le présent placement par financement participatif ainsi que le montant estimatif à verser. Si une commission est versée, indiquer le pourcentage du produit brut du placement qu'elle représentera, selon les montants minimum et maximum à réunir.

Rubrique 9 Facteurs de risque

9.1. Décrire, par ordre décroissant d'importance, les facteurs de risque importants pour l'émetteur qu'un investisseur raisonnable jugerait importants afin de décider de souscrire les titres offerts.

9.2. Si les titres placés sont assortis de caractéristiques de versement d'intérêts, de dividendes ou de distributions et que l'émetteur ne dispose pas des ressources financières pour effectuer de tels versements (à l'exception de celles tirées de la souscription de titres), inscrire la mention suivante en caractères gras :

« Pour le moment, nous ne disposons pas des ressources financières pour verser [les intérêts, les dividendes ou les distributions] aux investisseurs. Rien ne garantit que nous disposerons éventuellement de telles ressources pour le faire. ».

Rubrique 10 Obligations d'information

10.1. Décrire la nature de toute information que l'émetteur entend communiquer aux souscripteurs après la clôture du placement ainsi que la fréquence de communication, et expliquer la façon dont ils peuvent obtenir de cette information.

10.2. Indiquer si l'émetteur doit transmettre à ses porteurs de titres des états financiers annuels ou une circulaire de sollicitation de procurations conformément à la législation sur les sociétés ou à ses documents constitutifs (par exemple, ses statuts ou ses règlements intérieurs).

10.3. Si, au terme de recherches raisonnables, l'émetteur a connaissance d'une convention fiduciaire de vote entre certains de ses actionnaires, donner l'information suivante :

- a) le nombre d'actionnaires qui sont parties à la convention;
- b) le pourcentage d'actions comportant droit de vote visé par la convention;
- c) le nom de la personne agissant à titre de fiduciaire;
- d) le fait que le fiduciaire s'est vu accorder ou non des pouvoirs supplémentaires;
- e) le fait que la convention a une durée limitée ou non.

Rubrique 11 Restrictions à la revente

11.1. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« Les titres que vous souscrivez font l'objet d'une restriction à la revente. Il est possible que vous ne puissiez jamais les revendre. ».

Rubrique 12 Droits du souscripteur

12.1 Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« Droits d'action pour information fausse ou trompeuse

Si le présent document d'offre contient de l'information fausse ou trompeuse, vous pouvez opposer à [nom ou autre désignation de l'émetteur] l'un des droits suivants :

- a) **un droit d'annulation du contrat que vous aviez conclu avec lui;**
- b) **un droit d'action en dommages-intérêts contre lui et, dans certains territoires, le droit d'action en dommages-intérêts contre d'autres personnes prévu par la loi.**

Vous pouvez exercer ces droits même si vous ne vous êtes pas fondé sur l'information fausse ou trompeuse. Toutefois, les circonstances pourraient limiter vos droits, notamment si vous connaissiez la nature fausse ou trompeuse de l'information au moment de la souscription des titres.

Si vous comptez vous prévaloir des droits visés aux sous-paragraphes a et b, vous devez le faire dans des délais de prescription stricts.

Droit de résolution de deux jours :

Vous pouvez résoudre votre convention de souscription de titres en faisant parvenir au portail de financement un avis au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après sa conclusion. Si une modification est apportée au présent document d'offre, vous pouvez résoudre votre convention en faisant parvenir un avis au portail de financement au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après la réception de l'avis de modification. ».

Rubrique 13 Date et attestation

13.1. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« Le présent document d'offre ne contient aucune information fausse ou trompeuse. ».

13.2. Apposer la signature de la personne physique autorisée attestant le présent document d'offre et indiquer la date de la signature, de même que le nom et le poste de cette personne.

13.3. Si le présent document d'offre est signé électroniquement, inscrire la mention suivante en caractères gras :

« Je reconnais signer électroniquement le présent document d'offre et conviens qu'il s'agit de l'équivalent légal de ma signature manuscrite. ».

ANNEXE 45-110A2
RECONNAISSANCE DE RISQUE

Nom de l'émetteur :

Type de titre admissible :

MISE EN GARDE!

AVIS AUX SOUSCRIPTEURS : cet investissement est risqué.

N'investissez que si vous pouvez assumer la perte de la totalité du montant payé.

	Oui	Non
1. Reconnaissance de risque		
Risque de pertes – Comprenez-vous que cet investissement est risqué et que vous pourriez perdre la totalité du montant payé?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Absence de revenu – Comprenez-vous que cet investissement pourrait ne vous rapporter aucun revenu, comme des dividendes ou des intérêts?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Risque de liquidité – Comprenez-vous que vous pourriez ne pas être en mesure de vendre cet investissement?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Manque d'information – Comprenez-vous que vous pourriez ne pas recevoir d'information continue sur l'émetteur ou sur l'investissement?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Absence d'approbation et de conseils <i>Instruction : Supprimer la mention d'absence de conseils si le portail de financement est exploité par un courtier inscrit.</i>		
Absence d'approbation – Comprenez-vous que cet investissement n'a pas été examiné ni approuvé par un agent responsable, sauf au Québec, ou une autorité en valeurs mobilières?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Absence de conseils – Comprenez-vous que vous ne recevrez pas de conseils sur cet investissement? <i>Instruction : Supprimer cette ligne si le portail de financement est exploité par un courtier inscrit.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Droits limités		
Droits limités – Comprenez-vous que vous n'aurez pas les mêmes droits que si vous investissiez sous le régime d'un prospectus ou en bourse? Si vous souhaitez en savoir davantage, consultez un conseiller juridique.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Reconnaissance du souscripteur		
Risques d'investissement – Avez-vous lu le présent formulaire et comprenez-vous les risques associés à cet investissement?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Oui	Non
Document d'offre – Un document d'offre relatif à cet investissement a-t-il été mis à votre disposition sur le portail de financement?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le document d'offre contient de l'information importante sur cet investissement. Vous ne devriez pas faire cet investissement si vous n'avez pas lu le document d'offre ou ne comprenez pas son contenu. Vous devriez en conserver une copie pour vos dossiers.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avez-vous lu le document d'offre et comprenez-vous son contenu?		
Prénom et nom :		
Signature électronique : en cliquant sur le bouton [Je confirme], je reconnais signer électroniquement le présent formulaire et conviens qu'il s'agit de l'équivalent légal de ma signature manuscrite. À aucun moment je n'alléguerai que ma signature électronique n'est pas juridiquement contraignante. La date de ma signature électronique est la même que celle de ma reconnaissance.		
5. Renseignements supplémentaires		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vous disposez de 2 jours pour résoudre votre souscription en transmettant un avis au portail de financement à : <i>Instruction : Fournir une adresse de courriel à laquelle les souscripteurs peuvent transmettre leur avis. Décrire les autres moyens mis à leur disposition pour résoudre leur souscription.</i> ▪ Si vous souhaitez en savoir davantage sur la réglementation locale des valeurs mobilières qui vous concerne, visitez le www.autorites-valeurs-mobilieres.ca. Les autorités en valeurs mobilières ne fournissent pas de conseils sur les investissements. ▪ Pour vérifier si le portail de financement est exploité par un courtier inscrit, visitez le www.sontilsinscrits.ca. <i>Instruction : Supprimer si le portail de financement n'est pas exploité par un courtier inscrit.</i> 		

**ANNEXE 45-110A3
RENSEIGNEMENTS SUR LE PORTAIL DE FINANCEMENT**

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

S'il se prévaut de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (article 3 du règlement), le portail de financement qui facilite ou compte faciliter un placement par financement participatif doit remplir le présent formulaire et le transmettre avec toutes les pièces jointes et tous les formulaires correspondants prévus à l'Annexe 45-110A4 à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.

RENSEIGNEMENTS SUR LE PORTAIL DE FINANCEMENT

1. Fournir les renseignements suivants sur le portail de financement :
 - a) nom complet figurant dans les documents constitutifs;
 - b) nom sous lequel le portail de financement sera exploité;
 - c) URL du site Web;
 - d) numéro de téléphone;
 - e) adresse électronique;
 - f) adresse du siège;
 - g) territoire où est situé le siège (cocher).

<input type="checkbox"/> Alberta	<input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse	<input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-Labrador
<input type="checkbox"/> Colombie-Britannique	<input type="checkbox"/> Nunavut	<input type="checkbox"/> Territoires du Nord-Ouest
<input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard	<input type="checkbox"/> Ontario	<input type="checkbox"/> Yukon
<input type="checkbox"/> Manitoba	<input type="checkbox"/> Québec	
<input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick	<input type="checkbox"/> Saskatchewan	

2. Fournir les renseignements suivants sur la personne-ressource chez le portail de financement :
 - a) nom complet (prénom(s) et nom de famille);
 - b) adresse professionnelle;
 - c) numéro de téléphone professionnel;
 - d) adresse électronique.

3. Fournir les renseignements suivants sur chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle du portail de financement. Au besoin, utiliser une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire.
 - a) nom complet (prénom(s) et nom de famille);
 - b) poste(s).

4. Indiquer chaque territoire dans lequel le portail de financement transmet le présent formulaire. Celui-ci doit le transmettre dans tout territoire intéressé où il facilite ou compte faciliter un placement par financement participatif.

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Alberta | <input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse | <input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-Labrador |
| <input type="checkbox"/> Colombie-Britannique | <input type="checkbox"/> Nunavut | <input type="checkbox"/> Territoires du Nord-Ouest |
| <input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard | <input type="checkbox"/> Ontario | <input type="checkbox"/> Yukon |
| <input type="checkbox"/> Manitoba | <input type="checkbox"/> Québec | |
| <input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick | <input type="checkbox"/> Saskatchewan | |

5. Indiquer la date à laquelle le portail de financement compte commencer à faciliter des placements par financement participatif dans les territoires indiqués au point 4.

6. Si le portail de financement se prévaut du Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (*insérer la référence*) dans un territoire, indiquer le territoire et la date à laquelle le présent formulaire de renseignements sur le portail de financement a été transmis à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.

STRUCTURE JURIDIQUE ET DOCUMENTS CONSTITUTIFS

7. Décrire la structure juridique du portail de financement.

- Entreprise à propriétaire unique
- Société de personnes
- Société en commandite (donner le nom du commandité)
- Société par actions
- Autre (préciser).

8. Joindre les documents constitutifs du portail de financement, par exemple ses statuts et son certificat de constitution, toute modification, tout contrat de société ou acte de fiducie. S'il est une entreprise à propriétaire unique, fournir un exemplaire de la déclaration d'immatriculation. La pièce jointe doit être signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire.

9. Joindre un organigramme illustrant la structure et la propriété du portail de financement. Présenter l'information pour chaque société mère, membre du même groupe et filiale. Indiquer le nom de chaque personne, la catégorie, le type et le nombre de titres détenus ainsi que le pourcentage des droits de vote y afférents. La pièce jointe doit être signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

10. Fournir une description de ce qui suit :

- a) les activités commerciales projetées du portail de financement;
- b) la stratégie de commercialisation du portail de financement;
- c) les émetteurs visés, notamment leurs secteurs d'activité;
- d) les principaux risques relevés dans l'exploitation du portail de financement.

RENSEIGNEMENTS SUR LES INFRACTIONS CRIMINELLES

11. Le portail de financement a-t-il déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour :

- a) une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel en vertu du Code criminel (L.R.C. 1985, ch. C-46);
- b) une infraction quasi criminelle dans un territoire du Canada ou un territoire étranger;
- c) un délit ou acte délictueux grave en vertu de la législation pénale des États-Unis d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;
- d) une infraction aux termes de la législation pénale de tout autre territoire étranger?

Oui Non

Si la réponse est « oui », fournir tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

Instruction : Une infraction quasi criminelle peut comprendre une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1985, ch. 1 (5^e suppl.)), à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, ch. 27) ou à la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de toute province ou de tout territoire du Canada ou de tout territoire étranger.

12. Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre le portail de financement relativement à une infraction criminelle?

Oui Non

Si la réponse est « oui », fournir tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

RENSEIGNEMENTS SUR LES POURSUITES CIVILES

13. Le portail de financement a-t-il fait l'objet d'une décision (d'interdiction d'opérations ou autre), d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger, ou a conclu un règlement amiable avec telle entité, au cours des 10 dernières années relativement à une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire au Canada ou à l'étranger relativement à sa participation à une activité bancaire, en valeurs mobilières, en dérivés ou en assurances?

Oui Non

Si la réponse est « oui », fournir tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

14. Le portail de financement fait-il actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, tromperie, information fausse ou trompeuse ou manquement similaire?

Oui Non

Si la réponse est « oui », fournir tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire indiquant les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

PROCÉDURE DE GESTION DES FONDS

15. Fournir tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire et les documents pertinents sur la procédure de gestion de tous les fonds détenus dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne relativement au placement par financement participatif, notamment les suivants :

- a) le nom de l'institution financière canadienne qu'utilisera le portail de financement et le numéro de compte en fiducie désigné;
- b) le nom des signataires du compte et leur rôle auprès du portail de financement;
- c) des précisions sur la manière dont les fonds seront détenus dans le compte séparément des biens du portail de financement;
- d) une copie de l'acte de fiducie ou des précisions sur l'ouverture de ce compte; si le portail de financement n'a pas d'acte de fiducie ou de compte, expliquer pourquoi;
- e) des précisions sur la manière dont les fonds transiteront :
 - i) des souscripteurs au compte du portail de financement;
 - ii) du compte du portail de financement à l'émetteur dans le cas où le placement par financement participatif est clos;
 - iii) du compte du portail de financement aux souscripteurs dans le cas où le placement par financement participatif ne peut être clos ou que le souscripteur a exercé son droit de résolution.

COLLECTE ET UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS

Les renseignements à fournir dans le présent formulaire sont recueillis, utilisés et communiqués par les autorités en valeurs mobilières ou, le cas échéant, par les agents responsables des territoires en vertu du pouvoir qui leur est conféré par la législation en valeurs mobilières aux fins d'administration et d'application de celle-ci.

En présentant le présent formulaire, le portail de financement :

- reconnaît que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut recueillir les renseignements personnels des personnes physiques visées par le présent formulaire ou les renseignements du portail de financement;
- atteste que les personnes physiques visées par le présent formulaire ont été avisées que leurs renseignements personnels figurent sur ce formulaire, des raisons juridiques de leur communication, de l'utilisation qui en sera faite et des moyens d'obtenir de plus amples renseignements;
- consent à ce que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable, sauf au Québec, affiche l'information suivante sur son site Web :
 - i) le nom sous lequel le portail de financement sera exploité;
 - ii) l'adresse du site Web du portail de financement;
 - iii) le fait que le portail de financement se prévaut de la dispense d'inscription à titre de courtier.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières des territoires où le présent formulaire est présenté, aux coordonnées indiquées ci-après.

ATTESTATION

En signant le présent formulaire, le portail de financement :

- s'engage à se conformer à toutes les conditions applicables prévues par le Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage;
- atteste que sa plateforme est achevée et prête à visualiser dans un environnement d'essai et conçue pour être conforme au Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage;
- atteste qu'il dispose, ou qu'il s'attend raisonnablement à disposer, des ressources financières suffisantes pour poursuivre ses activités pendant au moins les 6 prochains mois;
- accorde à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières de tout territoire où le présent formulaire est présenté l'accès à ses dossiers relativement à l'exercice de ses activités et l'autorise à procéder à un examen de conformité.

Au nom du portail de financement, j'atteste que les déclarations faites aux présentes et dans toute pièce jointe sont véridiques et complètes.

Nom complet du
portail de
financement :

Signature de la
personne physique
autorisée :

Date : _____

Nom (en caractères
d'imprimerie) de la
personne physique
autorisée :

Poste :

Téléphone :

Courriel :

**COMMET UNE INFRACTION QUICONQUE FAIT UNE DÉCLARATION FAUSSE OU
TROMPEUSE DANS LE PRÉSENT FORMULAIRE**

Coordonnées :

<p>Alberta Alberta Securities Commission Suite 600, 250 – 5th Street SW Calgary (Alberta) T2P 0R4 Téléphone : 403 297-6454 Courriel : registration@asc.ca www.asc.ca</p>	<p>Ontario Commission des valeurs mobilières de l'Ontario 20 Queen Street West, 22nd Floor Toronto (Ontario) M5H 3S8 Sans frais : 1 877 785-1555 Courriel : inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.cs OSC Electronic Filing Portal https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6</p>
<p>Colombie-Britannique British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2 Téléphone : 604 899-6854 Sans frais au Canada : 1 800 373-6393 Courriel : portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca</p>	<p>Québec Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 22^e étage C.P. 246, Place Victoria Montréal (Québec) H4Z 1G3 Téléphone : 514 395-0337 Sans frais au Québec : 1 877 525-0337 Courriel : financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca</p>
<p>Manitoba Commission des valeurs mobilières du Manitoba 500 – 400 St Mary Avenue Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 Téléphone : 204 945-2548 Sans frais au Manitoba : 1 800 655-2548 Courriel : exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca</p>	<p>Saskatchewan Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina (Saskatchewan) S4P 4H2 Téléphone : 306 787-5645 Courriel : registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca</p>
<p>Nouveau-Brunswick Commission des services financiers et des services aux consommateurs 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 Sans frais : 1 866 933-2222 Courriel : emf-md@fenb.ca www.fenb.ca</p>	<p>Nouvelle-Écosse Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1P3 Téléphone : 902 424-7768 Sans frais en Nouvelle-Écosse : 1 855 424-2499 Courriel : nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca</p>

ANNEXE 45-110A4**RENSEIGNEMENTS PERSONNELS RELATIFS AU PORTAIL****INSTRUCTIONS GÉNÉRALES**

S'il se prévaut de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (article 3 du règlement), le portail de financement qui facilite ou compte faciliter un placement par financement participatif doit transmettre le présent formulaire dûment rempli par chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle du portail de financement avec les pièces jointes et tous les formulaires correspondants prévus à l'Annexe 45-110A3 à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.

Les renseignements fournis dans le présent formulaire doivent être propres à la personne physique qui l'atteste.

RENSEIGNEMENTS SUR LE PORTAIL DE FINANCEMENT

1. Fournir le nom complet du portail de financement tel qu'il figure dans les documents constitutifs.
2. Indiquer le nom sous lequel le portail de financement sera exploité.
3. Indiquer le(s) poste(s) que la personne physique occupe chez le portail de financement.

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

4. Nom complet :

Prénom	Autre(s) prénoms(s)	Nom de famille
--------	------------------------	----------------

5. Utilisez-vous un autre nom que celui indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous d'autres noms, par exemple un surnom ou un nom changé à la suite d'un mariage?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez fournir des détails :

6. Numéro de téléphone et adresse électronique :

Numéro de téléphone résidentiel :	()	Numéro de cellulaire :	
Numéro de téléphone professionnel :	()	Adresse électronique :	

7. Indiquez toutes les adresses résidentielles des 5 dernières années en commençant par votre adresse résidentielle actuelle.

N° et rue, ville, province, territoire ou État, code postal et pays	De		À	
	MM	AAAA	MM	AAAA

N° et rue, ville, province, territoire ou État, code postal et pays	De		À	
	MM	AAAA	MM	AAAA

8. Si vous n'êtes pas résident du Canada, vous devez disposer d'une adresse aux fins de signification au Canada et fournir les renseignements suivants :

Nom du mandataire aux fins de signification :	
Nom de la personne-ressource :	
Adresse aux fins de signification :	
Téléphone :	

9. Date et lieu de naissance :

Date de naissance			Lieu de naissance		
MM	JJ	AAAA	Ville	Province/territoire/État	Pays

10. Pays de citoyenneté : _____

11. Êtes-vous ou avez-vous déjà été inscrit à quelque titre que ce soit auprès d'une autorité en valeurs mobilières ou d'un agent responsable au Canada?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez votre type de permis ou d'inscription, le nom de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en question ainsi que la date de début et de fin, le cas échéant :

12. Avez-vous déjà fait l'objet d'un congédiement justifié par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :

a) commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

b) omis de superviser adéquatement la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

c) commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

RENSEIGNEMENTS SUR LES INFRACTIONS CRIMINELLES

13. Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle, omis de contester votre culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour :

a) une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel en vertu du Code criminel (L.R.C. 1985, ch. C-46);

b) une infraction quasi criminelle dans un territoire du Canada ou un territoire étranger;

c) un délit ou acte délictueux grave en vertu de la législation pénale des États-Unis d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;

d) une infraction aux termes de la législation pénale de tout autre territoire étranger.

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

Instructions : Une infraction quasi criminelle peut comprendre une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1985, ch. 1 (5^e suppl.)), à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, ch. 27) ou à la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de toute province ou de tout territoire du Canada ou d'un territoire étranger.

14. Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre vous relativement à une infraction criminelle?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

15. À votre connaissance, y a-t-il une accusation en instance ou suspendue relativement à une infraction criminelle contre une personne dont vous étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle au moment où les faits reprochés ont eu lieu?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

16. À votre connaissance, une personne dont vous étiez fondateur, ou qui, pendant la période où vous en étiez administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle, a-t-elle déjà été reconnue coupable d'une infraction criminelle, omis de contester sa culpabilité

ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

RENSEIGNEMENTS SUR LES POURSUITES CIVILES

17. Avez-vous ou une personne dont vous êtes ou étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle a-t-elle fait l'objet d'une décision (d'interdiction d'opérations ou autre), d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger, ou conclu un règlement amiable avec telle entité, au cours des 10 dernières années relativement à une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants, ou sur des allégations de conduite similaire au Canada ou à l'étranger relativement à votre participation à une activité bancaire, en valeurs mobilières, en dérivés ou en assurances?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

18. Faites-vous ou une personne dont vous êtes ou étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle fait-elle actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, tromperie, information fausse ou trompeuse ou manquement similaire?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

COLLECTE ET UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis, utilisés et communiqués par les autorités en valeurs mobilières ou, le cas échéant, par les agents responsables des territoires en vertu du pouvoir qui leur est conféré par la législation en valeurs mobilières aux fins d'administration et d'application de celle-ci.

En présentant le présent formulaire, vous consentez à ce que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire où le présent formulaire est présenté recueille, utilise et communique vos renseignements personnels et obtienne, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par les organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou les organismes d'autoréglementation ainsi que votre dossier de crédit et vos relevés d'emploi s'il ou elle en a besoin pour déterminer si les renseignements fournis dans le présent formulaire sont complets et si les conditions prévues par les dispenses d'inscription et de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage sont respectées. Les

agents responsables, sauf au Québec, ou les autorités en valeurs mobilières peuvent demander des renseignements sur vous à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de tout territoire où le présent formulaire est présenté, aux coordonnées indiquées ci-après.

ATTESTATION

En présentant le présent formulaire :

- j'atteste que les déclarations faites aux présentes et dans toute pièce jointe sont véridiques et complètes;

- j'accepte d'être assujéti à la législation en valeurs mobilières de chaque territoire du Canada où je l'ai transmis, notamment la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant à mes activités à titre de fondateur, d'administrateur, de dirigeant ou de personne participant au contrôle d'un portail de financement en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable.

Signature :

Date :

Nom (en caractères
d'imprimerie) :

Poste :

**COMMET UNE INFRACTION QUICONQUE FAIT UNE DÉCLARATION
FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LE PRÉSENT FORMULAIRE**

Coordonnées :

<p>Alberta Alberta Securities Commission Suite 600, 250 – 5th Street SW Calgary (Alberta) T2P 0R4 Téléphone : 403 297-6454 Courriel : registration@asc.ca www.asc.ca</p>	<p>Nouvelle-Écosse Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1P3 Téléphone : 902 424-7768 Sans frais en Nouvelle-Écosse : 1 855 424-2499 Courriel : nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca</p>
<p>Colombie-Britannique British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2 Téléphone : 604 899-6854 Sans frais au Canada : 1 800 373-6393 Courriel : portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca</p>	<p>Ontario Commission des valeurs mobilières de l'Ontario 20 Queen Street West, 22nd Floor Toronto (Ontario) M5H 3S8 Sans frais : 1 877 785-1555 Courriel : inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.cs OSC Electronic Filing Portal https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6</p>
<p>Manitoba Commission des valeurs mobilières du Manitoba 400, avenue St. Mary, bureau 500 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 Téléphone : 204 945-2548 Sans frais au Manitoba : 1 800 655-2548 Courriel : exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca</p>	<p>Québec Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 22^e étage C.P. 246, Place Victoria Montréal (Québec) H4Z 1G3 Téléphone : 514 395-0337 Sans frais au Québec : 1 877 525-0337 Courriel : financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca</p>
<p>Nouveau-Brunswick Commission des services financiers et des services aux consommateurs 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 Sans frais : 1 866 933-2222 Courriel : emf-md@fcnb.ca www.fcnb.ca</p>	<p>Saskatchewan Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina (Saskatchewan) S4P 4H2 Téléphone : 306 787-5645 Courriel : registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca</p>

ANNEXE 45-110A5**ATTESTATION SEMESTRIELLE RELATIVE AUX RESSOURCES FINANCIÈRES**

Le portail de financement atteste qu'il dispose ou s'attend raisonnablement à disposer de ressources financières suffisantes pour poursuivre ses activités pendant au moins les 6 prochains mois.

Au nom du portail de financement, j'atteste que la déclaration faite aux présentes est véridique et complète.

Nom complet du portail
de financement :

Signature du chef de la
direction, du chef des
finances ou de la
personne exerçant une
fonction analogue :

Date : _____

Nom (en caractères
d'imprimerie) de la
personne physique :

Poste :

Téléphone :

Courriel :

**COMMET UNE INFRACTION QUICONQUE FAIT UNE DÉCLARATION FAUSSE OU
TROMPEUSE DANS LE PRÉSENT FORMULAIRE**

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 13-101 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o et 2^o)

1. L'Annexe A du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) est modifiée par le remplacement, dans la partie II, intitulée « **Autres émetteurs (assujettis ou non assujettis)** », du point 4 de la rubrique E, intitulée « Placements sur le marché dispensé et information à fournir », par le suivant :

« 4. Document d'offre et déclaration de placement avec dispense à déposer ou à transmettre par l'émetteur en vertu des dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage	AB, SK, MB, QC, NB, Î.-P.-É., NS, NL, YT, T.N.-O., Nun
--	--

».

2. 1^o Le présent règlement entre en vigueur le 21 septembre 2021.

2^o En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 21 septembre 2021.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 3°, 11° et 14°)

1. L'Annexe D du Règlement 45-102 sur la revente de titres (chapitre V-1.1, r. 20) est modifiée par l'insertion, après le paragraphe 2 précédant l'intitulé « **Dispositions transitoires et autres** », du suivant :

« **3.** Sauf au Manitoba, la dispense de l'obligation de prospectus prévue à l'article 5 [Dispense de l'obligation de prospectus en faveur des émetteurs] du Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (*indiquer la référence*). ».

2. 1° Le présent règlement entre en vigueur le 21 septembre 2021.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 21 septembre 2021.

Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions and concordant regulations

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions;*
- *Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR);*
- *Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities.*

The Authority is also publishing in Section 6.1 of this Bulletin the CSA Staff Notice 45-329 *Guidance for using the start-up crowdfunding registration and prospectus exemptions*, including:

- *Appendix 1 – Start-up Crowdfunding Guide for Businesses;*
- *Appendix 2 – Start-up Crowdfunding Guide for Funding Portals.*

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulations.

Additional Information

Further information is available from:

Patrick Théorêt
Director, Corporate Finance
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, extension 4381
Toll-free: 1 877 525-0337
patrick.theoret@lautorite.qc.ca

June 23, 2021

CSA Notice of Publication

Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions

June 23, 2021

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are publishing in final form:

- *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions* (**Regulation 45-110**), including:
 - Form 45-110F1 *Offering Document*;
 - Form 45-110F2 *Risk Acknowledgement*;
 - Form 45-110F3 *Funding Portal Information*;
 - Form 45-110F4 *Portal Individual Information*;
 - Form 45-110F5 *Semi-Annual Financial Resources Certification*.
- CSA Staff Notice 45-329 *Guidance for using the start-up crowdfunding registration and prospectus exemptions*, including:
 - Appendix 1 – *Start-up Crowdfunding Guide for Businesses* (the **Guide for Businesses**);
 - Appendix 2 – *Start-up Crowdfunding Guide for Funding Portals* (the **Guide for Funding Portals**).

Collectively, the Guide for Businesses and the Guide for Funding Portals are referred to as the **Guides** in this Notice and Regulation 45-110 and the Guides are collectively referred to as the **Start-up Crowdfunding Regulation**.

We are also making consequential amendments to:

- *Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)* (**Regulation 13-101**);
- *Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* (**Regulation 45-102**).

Provided all necessary ministerial approvals are obtained, the Regulation, the *Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)* and the *Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* will come into force on September 21, 2021. These texts are published with this Notice. Where applicable, an annex provides information about each of the jurisdiction's approval process.

Substance and Purpose

The Start-up Crowdfunding Regulation provides a harmonized national framework to facilitate securities crowdfunding for start-ups and early stage issuers. Regulation 45-110 provides:

- an exemption from the prospectus requirement (the **start-up crowdfunding prospectus exemption**) that allows an issuer to distribute eligible securities through an online funding portal; and
- an exemption from the dealer registration requirement for funding portals that facilitate online distributions by issuers relying on the start-up crowdfunding prospectus exemption.

We are publishing the Guides to assist funding portals and issuers in understanding the requirements under Regulation 45-110.

Background

On May 14, 2015, the securities regulatory authorities of British Columbia, Saskatchewan, Manitoba, Québec, New Brunswick and Nova Scotia adopted substantially harmonized registration and prospectus exemptions to allow start-ups and early stage issuers to raise capital in these jurisdictions under a tailored framework for securities crowdfunding. On October 2, 2019 and July 30, 2020, respectively, the securities regulatory authorities of Alberta and Ontario also adopted substantially harmonized registration and prospectus exemptions (the securities regulatory authorities in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia collectively being the **blanket order jurisdictions**). The blanket order jurisdictions implemented the registration and prospectus exemptions by way of local blanket orders, as amended from time to time (the **start-up crowdfunding blanket orders**).

Since adoption in 2015, CSA staff have heard from market participants that a harmonized regulatory framework tailored for securities crowdfunding available across Canada would foster the use of securities crowdfunding as an alternative for start-ups and early stage issuers to raise capital. As a result, the CSA proposed Regulation 45-110 with prospectus and registration exemptions similar to the prospectus and registration exemptions in the start-up crowdfunding blanket orders. We have also proposed targeted enhancements to improve the effectiveness of crowdfunding as a capital raising tool for start-ups and early stage issuers, while maintaining adequate investor protection. In the blanket order jurisdictions, Regulation 45-110 is proposed to replace the start-up crowdfunding blanket orders.

Summary of Written Comments Received by the CSA

On February 27, 2020, the CSA published the draft regulation for comment to improve the harmonization of the regulatory framework for securities crowdfunding by start-ups and early stage issuers. The comment period ended on July 13, 2020. During the comment period, we received submissions from 10 commenters.

We have considered the comments received and thank the commenters for their input. The commenters' names and a summary of their comments, together with our responses, are contained in Annex B of this Notice.

Summary of Changes to the Draft Regulation

We have revised the Start-up Crowdfunding Regulation to:

- increase the individual investment limit from \$5,000 for each purchaser, if the purchaser has obtained advice from a registered dealer that such investment is suitable for the purchaser, to \$10,000;
- increase the limit on aggregate proceeds raised by the issuer group during a 12-month period from \$1,000,000 to \$1,500,000;
- include shares in the capital of an association (commonly known as a co-operative) in the definition of “eligible securities”;
- revise the annual financial resources certification (previously termed the working capital certification) to a semi-annual certification, with the term of certification reduced from 12 months to 6 months; and
- include a condition of the prospectus exemption that an issuer have operations other than to identify and evaluate assets or a business with a view to completing an investment in, merger with, amalgamation with or acquisition of a business, or a purchase of the securities of one or more other issuers.

As we do not consider these to be material changes, we are not republishing Regulation 45-110 for a further comment period. A comparative chart of the key differences, on a cumulative basis, between Regulation 45-110 and the start-up crowdfunding blanket orders is provided in Annex A.

Local Matters

Because Regulation 45-110 will replace the start-up crowdfunding blanket orders, the securities regulatory authorities of the blanket order jurisdictions anticipate their respective start-up crowdfunding blanket orders will cease to have effect by 90 days after the date the Start-up Crowdfunding Regulation comes into force.

An annex is being published in any local jurisdiction that is proposing related changes to local securities laws, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It may also include additional information that is relevant to that jurisdiction only.

Contents of Annexes

This Notice contains the following Annexes:

Annex A – Key differences between the registration and prospectus exemptions under *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions* and the Start-up Crowdfunding Blanket Orders;

Annex B – List of Commenters and Summary of Comments and Responses.

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Patrick Théorêt
 Director, Corporate Finance
 Autorité des marchés financiers
 514 395-0337, extension 4381
 Toll-free: 1 877 525-0337
patrick.theoret@lautorite.qc.ca

Elliott Mak
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 British Columbia Securities Commission
 604 899-6501
emak@bcsc.bc.ca

Charmaine Coutinho
 Legal Counsel, Market Regulation
 Alberta Securities Commission
 403 592-4898
charmaine.coutinho@asc.ca

Gillian Findlay
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 Alberta Securities Commission
 403 297-3302
gillian.findlay@asc.ca

James Leong
 Senior Legal Counsel, Capital Markets
 Regulation
 British Columbia Securities Commission
 604 899-6681
jleong@bcsc.bc.ca

Denise Weeres
 Director, New Economy
 Alberta Securities Commission
 403 297-2930
denise.weeres@asc.ca

Mikale White
 Legal Counsel
 Financial and Consumer Affairs Authority
 of Saskatchewan
 306 798-3381
mikale.white@gov.sk.ca

Chris Besko
 Director, General Counsel
 The Manitoba Securities Commission
 204 945-2561
Chris.Besko@gov.mb.ca

Jo-Anne Matear
 Manager, Corporate Finance
 Ontario Securities Commission
 416 593-2323
 Toll free: 1 877 785-1555
jmatear@osc.gov.on.ca

Faustina Otchere
 Legal Counsel, Compliance and
 Registrant Regulation
 Ontario Securities Commission
 416 596-4255
 Toll free: 1 877 785-1555
fotchere@osc.gov.on.ca

Jason Alcorn
 Senior Legal Counsel and Special Advisor
 to the Executive Director
 Financial and Consumer Services
 Commission (New Brunswick)
 506 643-7857
 Toll free: 1 866 933-2222
jason.alcorn@fcnb.ca

Abel Lazarus
 Director, Corporate Finance
 Nova Scotia Securities Commission
 902 424-6859
abel.lazarus@novascotia.ca

Sarah Hill
 Legal Counsel
 The Manitoba Securities Commission
 204 945-0605
Sarah.Hill@gov.mb.ca

Erin O'Donovan
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 Ontario Securities Commission
 416 204-8973
 Toll free: 1 877 785-1555
eodonovan@osc.gov.on.ca

Adrian Molder
 Legal Counsel, Corporate Finance
 Ontario Securities Commission
 416 593-2389
 Toll free: 1 877 785-1555
amolder@osc.gov.on.ca

Peter Lamey
 Legal Analyst, Corporate Finance
 Nova Scotia Securities Commission
 902 424-7630
peter.lamey@novascotia.ca

ANNEX A

Key differences between the registration and prospectus exemptions under *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions* and the Start-up Crowdfunding Blanket Orders

Key theme	Start-up crowdfunding blanket orders	Regulation
Maximum aggregate proceeds that can be raised by the issuer group under the prospectus exemption	\$250,000 per distribution, up to two times in a calendar year.	\$1,500,000 during the 12 months before the closing of the offering.
Maximum investment amount per person per distribution under the prospectus exemption	<ul style="list-style-type: none"> • \$1,500; or • in British Columbia, Alberta, Saskatchewan and Ontario, \$5,000, provided that the purchaser has obtained advice from a registered dealer that such investment is suitable for the purchaser 	<ul style="list-style-type: none"> • \$2,500; or • \$10,000, provided that the purchaser has obtained advice from a registered dealer that such investment is suitable for the purchaser
Eligible securities that can be distributed under the prospectus exemption	<ul style="list-style-type: none"> • common shares • non-convertible preference shares • securities convertible into common shares or non-convertible preference shares • non-convertible debt securities linked to a fixed or floating interest rate • units of limited partnerships 	<ul style="list-style-type: none"> • common shares • non-convertible preference shares • securities convertible into common shares or non-convertible preference shares • non-convertible debt securities linked to a fixed or floating interest rate • units of limited partnerships • shares in the capital of an association

Key theme	Start-up crowdfunding blanket orders	Regulation
Confirmation by the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority before a funding portal starts to facilitate distributions	<p>The funding portal cannot facilitate distributions until the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority confirms in writing receipt of:</p> <ul style="list-style-type: none"> • a duly completed funding portal information form; • a duly completed individual information form for each principal of the funding portal; and • such other documents and information as may be requested by the regulator or securities regulatory authority. 	<p>The funding portal must deliver the required forms at least 30 days before facilitating distributions. There is no requirement for the regulator's, except in Québec, or securities regulatory authority's written confirmation. However, a funding portal may not rely on the start-up crowdfunding registration exemption if, within 30 days of receiving the funding portal information form, the regulator or securities regulatory authority has notified the funding portal or any of its principals has that its process and procedure for handling of purchasers' funds does not satisfy the conditions of the Regulation.</p>
Bad actor disqualification	Not applicable.	<p>A funding portal cannot rely on the start-up crowdfunding registration exemption if it or any of its principals is or has been the subject of certain proceedings in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on various conduct such fraud, theft, breach of trust, or allegations of similar conduct.</p>
Funding portals financial resources certification	Not applicable.	<p>On a semi-annual basis, the funding portal must certify that it has, or expects to have, sufficient financial resources to continue its operations for at least the next 6 months by delivering a completed funding portal information form or Form 45-110F5 <i>Semi-Annual Financial Resources Certification</i>.</p>
Liability in the event the offering document contains misrepresentations	<p>There is no statutory liability under securities law. The blanket orders do not require the issuer to provide contractual rights to purchasers. Purchasers may have rights under common law or civil law.</p>	<p>The issuer is subject to statutory liability similar to the offering memorandum exemption under section 2.9 of Regulation 45-106.</p>

Key theme	Start-up crowdfunding blanket orders	Regulation
Investment in an unspecified business	No restrictions.	<p>The start-up crowdfunding prospectus exemption is not available to issuers who:</p> <ul style="list-style-type: none"> • have no operations other than to identify and evaluate assets or a business with a view to completing an investment in, merger with, amalgamation with or acquisition of a business, or a purchase of the securities of one or more other issuers; or • intend to use the proceeds of the distribution to invest in, merge with or acquire an unspecified business.
Report of exempt distribution form	Except in Alberta, British Columbia and Ontario, issuers must use Form 5 – <i>Start-up Crowdfunding – Report of distribution</i> . In Alberta, British Columbia and Ontario, issuers must use Form 45-106F1 <i>Report of Exempt Distribution</i> .	Issuers must use Form 45-106F1 <i>Report of Exempt Distribution</i> .
Expiry date	Except in Alberta and Ontario, the orders were initially set to expire on May 13, 2020, but were extended to remain available until 90 days after the Regulation comes into effect. All orders, including those in Alberta and Ontario, are intended to cease to have effect by 90 days after the Regulation comes into effect.	The Regulation has no expiry date.

ANNEX B

Draft Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions**List of Commenters and Summary of Comments and Responses**

No.	Commenter	Date
1.	James S. Hershaw	May 20, 2020
2.	National Crowdfunding & Fintech Association	May 27, 2020
3.	David Patterson & David Brook (Vested Technology Corp.)	May 27, 2020
4.	BC Co-operative Association	June 1, 2020
5.	Silver Maple Ventures Inc.	June 11, 2020
6.	Eden Yesh (Community Impact Investment Coalition of British Columbia)	June 17, 2020
7.	Canadian Advocacy Council of CFA Societies Canada	June 23, 2020
8.	Private Capital Markets Association of Canada	July 13, 2020
9.	André Beaudry (Co-operatives and Mutuals Canada)	July 13, 2020
10.	Alexander Morsink (Equivesto Canada Inc.)	July 13, 2020

No.	Subject	Summarized Comment	Response
1	General Support	<p>All respondents expressed support for the harmonization and assistance provided to small businesses represented by <i>Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions (Regulation 45-110)</i>.</p> <p>Seven respondents indicated that the draft regulation should go further in providing access to capital, mostly by raising the investor and/or investment limits beyond the consultation parameters.</p> <p>One respondent expressed an opinion that as drafted, raises under</p>	<p>We thank the commenters for their views.</p> <p>We acknowledge the views expressed in the comment letters indicating that Regulation 45-110 would be an unviable option for most small issuers. We think the harmonized regulation will help fill a capital raising gap in our capital raising regime to support small issuers.</p>

-2-

No.	Subject	Summarized Comment	Response
		Regulation 45-110 would still be an inviable option for most small issuers.	
2	Repeal of Regulation 45-108	Six respondents supported the repeal of <i>Regulation 45-108 respecting Crowdfunding (Regulation 45-108)</i> . The general view was that there was no need to maintain Regulation 45-108 when Regulation 45-110 comes into effect, and Regulation 45-108 has not gained any traction.	We thank the commenters for their views. The jurisdictions that have adopted Regulation 45-108 will monitor the amount of activity occurring under both Regulation 45-108 and Regulation 45-110 to determine whether to rescind Regulation 45-108. If and when appropriate, these jurisdictions will seek further feedback to do so.
3	Investor limit – increasing limit from \$2,500	<p>Eight respondents indicated that the investor limit should be raised from \$2,500.</p> <p>Of the eight, six respondents indicated that of the consulted numbers, \$5,000 was appropriate.</p> <p>Of these six, two indicated that an increase beyond \$5,000 was desired.</p> <p>Additionally, two respondents suggested considering importing the concept of “eligible investors” (as such term is defined in the offering memorandum prospectus exemption for various provinces) with specific raised limits for eligible investors.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Three respondents also suggested that in their capacity as operators of co-operative associations, co-operative legislation, combined with the current requirements, were sufficient investor protection. 	<p>We thank the commenters for their views.</p> <p>We acknowledge that many respondents favored increasing this limit. However, we did not receive responses that identified investor protections that supported an increase. While some respondents submitted that certain legislation (such as co-operative legislation) provided additional investor protection, such protection would only apply to a subset of all offerings we anticipate being conducted using the prospectus exemption. Therefore, we have decided to proceed with the investor limit as originally published.</p>

-3-

No.	Subject	Summarized Comment	Response
		Two respondents did not view that the higher limit consulted on made start-up crowdfunding a viable option.	
4	Investor limit with positive suitability – increasing limit from \$5,000	<p>Nine respondents indicated that the investor limit should be raised from \$5,000, as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> • In the range we proposed in the publication for comment (\$5,000 to \$10,000), seven indicated that they preferred \$10,000. • Two respondents further indicated that they would prefer numbers beyond \$10,000. <p>Additionally, two respondents suggested importing the concept of “eligible investors” (as such term is defined in the OM exemption for various provinces), with specific raised limits. One respondent also suggested that such limit should be increased to \$10,000 where suitability advice was provided, regardless of it being positive or negative.</p> <p>Two respondents did not view that the higher limit consulted on made start-up crowdfunding a viable option.</p>	<p>We thank the commenters for their views.</p> <p>We agree with comments indicating that investors who have received positive suitability advice from a registered dealer have additional investor protection in this space. We think it is appropriate to balance this increased investor protection with an increased investor limit to \$10,000.</p>
5	Offering limit – increasing limit from \$1,000,000 in a 12-month period	<p>All respondents indicated that the offering limit should be raised.</p> <p>Four respondents favored removal of a cap entirely, with three arguing there is no justification for an issuer limit as it does not address an identified investor protection concern.</p>	<p>We thank the commenters for their views.</p> <p>We agree with the views that raising the offering limit will not decrease investor protection in the context of a start-up crowdfunding campaign. We have raised the offering limit to \$1,500,000, the highest number consulted on.</p>

-4-

No.	Subject	Summarized Comment	Response
		<p>Of the other six respondents, all favored an increase to \$1,500,000 within the consultation parameters, but all favored increases beyond \$1,500,000. In particular:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Two respondents suggested that that the issuer limit be increased to \$2,000,000 or \$3,000,000 where the offering is going through a registrant, given the investor protections afforded by registrant requirements. • Three respondents favored increases to at least \$5,000,000, noting that in other countries with crowdfunding regimes, issuer limits are often much higher (ranging from \$5M USD in the US to \$8M EUR in the UK). <p>Two respondents suggested that an increase in the limit could be supplemented by additional required disclosure from the issuer, such as financial statements or subsequent reporting on use of proceeds.</p>	<p>We acknowledge that many respondents favored an increase beyond \$1,500,000. We also acknowledge that some respondents suggested that an increase can be supplemented by additional required disclosure. We think that it is more appropriate for issuers to use the offering memorandum exemption to crowdfund larger amounts, which includes increased disclosure to protect investors.</p>
6	Removing statutory liability for misreps in offering document	<p>Eight respondents expressed an opinion, as follows:</p> <p>Three respondents supported removing the requirement because they did not think the protections were practically useful.</p> <p>One was neutral but did not think it was needed because investors would be unlikely to use this in practice, and the requirement would be unlikely to deter parties intending to commit fraud.</p>	<p>We thank the commenters for their views.</p> <p>We acknowledge that many respondents thought that it was unlikely that investors would use a statutory liability cause of action to sue for a misrepresentation in the offering document. However, we did not receive any feedback indicating that imposing a statutory liability standard would be practically burdensome for issuers. Therefore, we have decided to maintain the statutory liability standard because it represents additional</p>

-5-

No.	Subject	Summarized Comment	Response
		<p>Two respondents expressed support for the requirement if the investor and issuer limits were increased.</p> <p>One respondent expressed support for the requirement if the issuer managed to raise at least \$1,500,000.</p> <p>One respondent indicated that executives and directors should be held liable for any misrepresentations, fraud or non-compliance with Canadian laws and regulations.</p>	investor protection without unduly raising regulatory burden.
7	Expanding “eligible securities” definition	<p>Seven respondents supported expanding the definition but offered differing inclusions, such as:</p> <ul style="list-style-type: none"> • convertible preference shares • trust units • co-op investment and membership shares <p>We noted that three argued that co-op membership and co-op investment shares should be included because they are relatively simple instruments with additional protections (e.g. a redemption right) relative to other simple securities.</p>	<p>We thank the commenters for their views.</p> <p>We have decided to include co-operative membership shares and co-operative investment shares under the definition of “eligible securities”. We intend for the properties of “eligible securities” to be simple and understandable for investors, and think that these types of co-operative shares meet this criterion.</p>
8.	Blind pool ban	<p>Four respondents want the blind pool ban (the restriction on the prospectus exemption for issuers intending to invest in, merge with, amalgamate with or acquire an unspecified business) removed. Three argue that this will hurt investment co-ops without justification and one argues that this may already be best addressed by</p>	<p>We thank the commenters for their views.</p> <p>We included the blind pool ban in Regulation 45-110 because the investor protections built into start-up crowdfunding are not intended to address the risk inherent in these types of investments. We think that investors looking to invest in such issuers</p>

-6-

No.	Subject	Summarized Comment	Response
		<p>using a registered dealer “as it involves suitability”.</p> <p>One response supports the blind pool ban as this appears to be in line with the intent of the Regulation.</p>	<p>receive better protection from existing regimes, such as the TSX Venture Exchange capital pool company program.</p> <p>In alignment with this view, we have revised the blind pool ban to also specify that issuers who do not have any operations other than to identify and evaluate assets or a business with a view to completing an investment in, merger with, amalgamation with or acquisition of a business, or a purchase of the securities of one or more other issuers, are not eligible to use start-up crowdfunding.</p>
9	Working capital certification	<p>Three responses suggest reconsidering the working capital certification. The burden seems too onerous on exempt portals, particularly in the short-term given the economic turmoil. One respondent proposes shortening the term of the certification to 6 months.</p>	<p>We thank the commenters for their views.</p> <p>We think that the twelve month term of the annual working capital certification (which we have renamed the financial resources certification) may impose a significant burden imposed on exempt portals and have decided to decrease the term of the certification to 6 months, while making the certification semi-annual.</p>

REGULATION 45-110 RESPECTING START-UP CROWDFUNDING REGISTRATION AND PROSPECTUS EXEMPTIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (5), (6.1.2), (6.2), (8), (11), (14), (20) and (34))

PART 1 DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Definitions

1. (1) In this Regulation,
- “association” means any of the following:
- (a) a cooperative, as defined in subsection 2(1) of the Canada Cooperatives Act (S.C. 1998, c. 1);
 - (b) a person referred to in Appendix A;
- “crowdfunding distribution” means a distribution under section 5;
- “eligible security” means any of the following:
- (a) a common share;
 - (b) a non-convertible preference share;
 - (c) a security convertible into a security referred to in paragraph (a) or (b);
 - (d) a non-convertible debt security linked to a fixed or floating interest rate;
 - (e) a unit of a limited partnership;
 - (f) a share in the capital of an association;
- “exempt market dealer” means a person registered in the category of exempt market dealer;
- “founder” means a person that,
- (a) in the case of an issuer or a funding portal, acting alone or in conjunction or in concert with one or more persons, directly or indirectly, takes the initiative in founding, organizing or substantially reorganizing the business of the issuer or funding portal, and
 - (b) in the case of an issuer, at the time of the distribution or trade, is actively involved in the business of the issuer;
- “funding portal” means a person that facilitates or proposes to facilitate a crowdfunding distribution through a web-based or application-based platform;
- “investment dealer” means a person registered in the category of investment dealer;
- “issuer group” means, in respect of an issuer, the following:
- (a) the issuer;
 - (b) an affiliate of the issuer;
 - (c) any other issuer if either of the following applies:
 - (i) the other issuer is engaged in a common enterprise with the issuer or with an affiliate of the issuer;
 - (ii) the other issuer’s business is founded or organized by a person that founded or organized the issuer;
- “minimum offering amount”, in respect of a crowdfunding distribution, means the minimum amount disclosed in the issuer’s completed Form 45-110F1;

“principal”, except under paragraph 5(1)(b), means a founder, director, officer or control person of a funding portal or an issuer;

“subsidiary” means an issuer that is controlled directly or indirectly by another issuer and includes a subsidiary of that subsidiary.

- (2) For the purposes of this Regulation, an issuer is affiliated with another issuer if
- (a) one of them is the subsidiary of the other, or
 - (b) each of them is controlled by the same person.
- (3) For the purposes of this Regulation, a person (first person) is considered to control another person (second person) if
- (a) the first person beneficially owns or directly or indirectly exercises control or direction over securities of the second person carrying votes that, if exercised, would entitle the first person to elect a majority of the directors of the second person, unless that first person holds the voting securities only to secure an obligation,
 - (b) the second person is a partnership, other than a limited partnership, and the first person holds more than 50% of the interests of the partnership, or
 - (c) the second person is a limited partnership and the general partner of the limited partnership is the first person.

Special application – Alberta, British Columbia, Ontario, Québec and Saskatchewan

2. (1) In Alberta, an offering document that is provided under section 5 is designated to be an offering memorandum under securities legislation.
- (2) In British Columbia, an offering document that is provided under paragraph 5(1)(h) is a prescribed disclosure document for purposes of section 132.1 of the Securities Act (R.S.B.C. 1996, c. 418).
- (3) In Ontario, an issuer that distributes securities under section 5 is prescribed as a market participant under the Securities Act (R.S.O. 1990, c. S.5).
- (4) In Saskatchewan, an offering document that is provided under section 5 is an offering memorandum under securities legislation.
- (5) In Québec,
- (a) an offering document that is provided under section 5 and a Form 45-110F2 made available to purchasers in accordance with this Regulation must be drawn up in French only or in French and English,
 - (b) a funding portal that has relied on the exemption under section 3 is a market participant determined by regulation for the purpose of section 151.1.1 of the Securities Act (chapter V-1.1),
 - (c) an offering document that is provided under section 5 and materials that are made available to purchasers in accordance with this Regulation are documents authorized by the Autorité des marchés financiers for use in lieu of a prospectus, and
 - (d) “trade”, in this Regulation, means any of the following activities:
 - (i) the activities described in the definition of “dealer” in section 5 of the Securities Act (chapter V-1.1), including the following activities:
 - (A) the sale or disposition of a security by onerous title, whether the terms of payment be on margin, instalment or otherwise, but does not include a transfer or the giving in guarantee of securities in connection with a debt or the purchase of a security, except as provided under subparagraph (ii);
 - (B) participation as a trader in any transaction in a security through the facilities of an exchange or a quotation and trade reporting system;

- (C) the receipt by a registrant of an order to buy or sell a security;
- (ii) a transfer or the giving in guarantee of securities of an issuer from the holdings of a control person in connection with a debt.

PART 2
EXEMPTION FROM THE DEALER REGISTRATION REQUIREMENT

Exemption from dealer registration requirement

3. (1) A funding portal is exempt from the dealer registration requirement if all of the following apply:

- (a) the funding portal is not registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada;

- (b) the funding portal does not advise a purchaser about the merits of an investment or recommend or represent that an eligible security is a suitable investment for the purchaser;

- (c) the funding portal does not receive a commission, fee or other similar payment from a purchaser;

- (d) the funding portal facilitates or proposes to facilitate crowdfunding distributions only;

- (e) at least 30 days before the first date the funding portal facilitates a crowdfunding distribution, the funding portal delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority both of the following:

- (i) a completed Form 45-110F3 for the funding portal certified by an authorized individual of the funding portal;

- (ii) a completed Form 45-110F4 for each principal of the funding portal that contains a certification signed by that principal;

- (f) the funding portal has its head office in Canada;

- (g) the funding portal has policies and procedures to prevent a person from accessing its platform unless the person acknowledges that the person is accessing a platform of a funding portal that

- (i) is not registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada, and

- (ii) will not, and is not authorized to, provide advice about

- (A) the suitability of any security for investment by the person or company, or

- (B) the merits of any investment;

- (h) the following are disclosed on the funding portal's platform:

- (i) a statement that the funding portal is not registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada and is relying on the exemption from the dealer registration requirement under this Regulation;

- (ii) a statement that the funding portal will hold each purchaser's assets

- (A) separate and apart from the funding portal's own assets,

- (B) in trust for the purchaser, and

- (C) in the case of cash, in a designated trust account at a Canadian financial institution;

- (iii) the policies and procedures that the funding portal will follow for notifying each purchaser if the funding portal becomes insolvent or discontinues operations, and how the funding portal will return a purchaser's assets;

- (i) the funding portal holds each purchaser's assets
 - (i) separate and apart from the funding portal's own assets,
 - (ii) in trust for the purchaser, and
 - (iii) in the case of cash, in a designated trust account at a Canadian financial institution;
- (j) the funding portal has policies and procedures for handling assets, in relation to a crowdfunding distribution, sufficient to provide reasonable assurance that the funding portal will comply with the conditions under paragraph (i);
- (k) the funding portal does not close a crowdfunding distribution on its platform unless the funding portal receives, through the funding portal's platform, payment for the distribution of each eligible security from the purchaser of that security;
- (l) the funding portal has policies and procedures to ensure that, after an issuer provides the funding portal with its completed Form 45-110F1 and a Form 45-110F2, these documents are made available to each purchaser through the funding portal's platform;
- (m) the funding portal has policies and procedures to prevent a purchaser from subscribing to a crowdfunding distribution unless the purchaser first completes Form 45-110F2 and confirms that the purchaser has read and understands the issuer's completed Form 45-110F1;
- (n) the funding portal has policies and procedures for, upon receiving notice from an issuer that the issuer has amended its completed Form 45-110F1, promptly
 - (i) posting the amendment on the funding portal's platform, and
 - (ii) notifying each purchaser of the amendment, and of the purchaser's right to withdraw from the agreement to purchase the security by delivering a notice to the funding portal under paragraph 5(1)(j);
- (o) the funding portal has policies and procedures to return all assets to a purchaser within 5 business days of receiving a withdrawal notification under paragraph 5(1)(j) from the purchaser;
- (p) if an issuer has not raised the minimum offering amount by the 90th day after the issuer's completed Form 45-110F1 is first made available to a prospective purchaser on the funding portal's platform, or if an issuer notifies the funding portal that it is withdrawing its crowdfunding distribution, no later than 5 business days after the 90th day or the notice, as applicable, the funding portal
 - (i) notifies the issuer, and each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution, that assets have been returned or are in the process of being returned, and
 - (ii) takes reasonable steps to return, or cause to be returned, all assets to each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution;
- (q) if both periods referred to in paragraph 5(1)(j) have elapsed, the funding portal
 - (i) releases, or causes to be released, all assets due to the issuer at the closing of the distribution, and
 - (ii) no later than 15 days after the closing of the distribution,
 - (A) notifies each purchaser that the assets have been released to the issuer, and
 - (B) provides the issuer with the documents referred to in paragraph 5(2)(b);
- (r) neither the funding portal, nor any of its principals, is or has been the subject of an order, judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or has entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization or court in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading,

unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct;

(s) neither the funding portal nor any of its principals is or has been a principal of an entity that is or has been subject to an order, judgment, decree, sanction or administrative penalty or a settlement agreement referred to in paragraph (r);

(t) the funding portal has policies and procedures to promptly notify the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, and any purchasers for which it holds assets, of the process the funding portal will use to return assets to those purchasers in the event that the funding portal becomes insolvent or discontinues operations;

(u) the funding portal is not insolvent.

(2) A funding portal relying on subsection (1) must

(a) maintain, for a period of 8 years from the date a record is created, records at its head office that accurately record its financial affairs and client transactions, and demonstrate the extent of the funding portal's compliance with this Regulation,

(b) notify the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of each change to the information previously submitted in a document referred to in paragraph (1)(e) by delivering an amendment to the document no later than 30 days after the change,

(c) take reasonable steps to confirm that the majority of the directors of the funding portal ordinarily reside in Canada,

(d) disclose on its platform, for each principal of the funding portal, the principal's full legal name, municipality and jurisdiction of residence, business mailing and email addresses and business telephone number,

(e) take reasonable steps to confirm that the head office of an issuer is in Canada before allowing the issuer to post a crowdfunding distribution on the funding portal's platform,

(f) not allow a person to access the funding portal's platform unless the person acknowledges that the person is accessing a platform of a funding portal that

(i) is not registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada, and

(ii) will not, and is not authorized to, provide advice about

(A) the suitability of any security for investment by the person, or

(B) the merits of any investment,

(g) not close a crowdfunding distribution on its platform unless the funding portal has made the issuer's completed Form 45-110F1 and Form 45-110F2 available to each purchaser through the funding portal's platform,

(h) not close a crowdfunding distribution on its platform unless each purchaser completes Form 45-110F2 acknowledging the risks and confirms that the purchaser has read and understands the issuer's completed Form 45-110F1,

(i) upon receiving notice from an issuer that the issuer has amended its completed Form 45-110F1, promptly

(i) post the amendment on the funding portal's platform, and

(ii) notify each purchaser of the amendment, and the purchaser's right to withdraw from the agreement to purchase the security by delivering a notice to the funding portal under paragraph 5(1)(j),

(j) return all assets to a purchaser within 5 business days of receiving a withdrawal notification under paragraph 5(1)(j) from the purchaser,

(k) during the following periods of each year, deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority a completed Form 45-110F5:

- (i) between January 1 and January 10, and
- (ii) between July 1 and July 10, and

(l) upon becoming insolvent or discontinuing operations, promptly notify the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, and any purchasers for which it holds assets, of the process the funding portal will use to return the assets to those purchasers.

PART 3 REGISTERED FUNDING PORTALS

Requirements for investment dealers or exempt market dealers operating funding portals

- 4.** (1) A funding portal that is an investment dealer or exempt market dealer must not
- (a) close a crowdfunding distribution on its platform unless
 - (i) the funding portal receives, through its platform, payment for the distribution of each eligible security from the purchaser of such security,
 - (ii) the funding portal has made the issuer's completed Form 45-110F1 and Form 45-110F2 available to each purchaser through its platform, and
 - (iii) each purchaser completes the Form 45-110F2 acknowledging the risks and confirms that the purchaser has read and understands the issuer's completed Form 45-110F1, and
 - (b) allow a person to access the funding portal's platform unless the person has acknowledged that the person is accessing a platform that
 - (i) is operated by an investment dealer or an exempt market dealer, as applicable, and
 - (ii) will provide advice about the suitability of the eligible security.
- (2) A funding portal that is an investment dealer or exempt market dealer must
- (a) take reasonable steps to confirm that the head office of an issuer is in Canada before allowing the issuer to post a crowdfunding distribution on the funding portal's platform,
 - (b) upon receiving notice from an issuer that the issuer has amended its completed Form 45-110F1, promptly notify each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution of
 - (i) the amendment, and
 - (ii) the purchaser's right to withdraw from the agreement to purchase the security by delivering a notice to the funding portal under paragraph 5(1)(j),
 - (c) return all assets to a purchaser within 5 business days of receiving a withdrawal notification under paragraph 5(1)(j) from the purchaser,
 - (d) upon an issuer not raising the minimum offering amount by the 90th day after the issuer's completed Form 45-110F1 is first made available to a prospective purchaser on the funding portal's platform, or an issuer notifying the funding portal that it is withdrawing its crowdfunding distribution, no later than 5 business days after the 90th day or the notice, as applicable,
 - (i) notify the issuer, and each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution, that assets have been returned or are in the process of being returned, and
 - (ii) take reasonable steps to return, or cause to be returned, all assets to each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution, and
 - (e) after the later of the periods referred to in paragraph 5(1)(j) has elapsed,
 - (i) release, or cause to be released, all assets due to the issuer at the closing of the distribution, and

- (ii) no later than 15 days after the closing of the distribution,
 - (A) notify each purchaser that the assets have been released to the issuer,
- and
- (B) provide the issuer with all information required to comply with the issuer's obligations under paragraph 5(2)(b).

PART 4
EXEMPTION FROM PROSPECTUS REQUIREMENT FOR ISSUERS

Exemption from prospectus requirement for issuers

5. (1) An issuer is exempt from the prospectus requirement in respect of a crowdfunding distribution if all of the following apply:

- (a) the distribution of and payment for the security is facilitated through a funding portal that is
 - (i) relying on subsection 3(1), or
 - (ii) operated by an exempt market dealer or investment dealer;
- (b) the purchaser purchases the security as principal;
- (c) the issuer is not a reporting issuer in any jurisdiction of Canada or the equivalent in any foreign jurisdiction;
- (d) the issuer is not an investment fund;
- (e) the issuer has its head office in Canada;
- (f) the security distributed is an eligible security of the issuer's own issue;
- (g) the aggregate gross proceeds raised by the issuer group in reliance on this section during the 12-month period before the closing of the crowdfunding distribution do not exceed \$1 500 000;
- (h) the issuer has completed a Form 45-110F1 and provided it to the funding portal;
 - (i) the crowdfunding distribution closes no later than the 90th day after the date the issuer's completed Form 45-110F1 is first made available to a prospective purchaser on the funding portal's platform;
 - (j) the subscription agreement provides that the purchaser may withdraw from the agreement to purchase the security,
 - (i) after entering into the agreement, by delivering a notice of withdrawal to the funding portal not later than midnight on the 2nd business day after the day on which the purchaser enters into the agreement, and
 - (ii) after an amendment to the issuer's completed Form 45-110F1, by delivering a notice of withdrawal not later than midnight on the 2nd business day after the day on which the funding portal notifies the purchaser of the amendment;
- (k) the issuer's completed Form 45-110F1 discloses how the issuer intends to use the assets raised and the minimum offering amount required to close the crowdfunding distribution;
- (l) the issuer does not close the crowdfunding distribution until the issuer has raised the minimum offering amount stated in the issuer's completed Form 45-110F1 either through subscriptions to the crowdfunding distribution or any concurrent distribution under one or more other exemptions from the prospectus requirement, provided that the assets are unconditionally available to the issuer;
- (m) no concurrent crowdfunding distribution is made by any member of the issuer group for the same purposes as described in the issuer's completed Form 45-110F1;

(n) no commission, fee or similar payment is paid by the issuer to the issuer group, or any principal, employee or agent of a member of the issuer group, with respect to the crowdfunding distribution;

(o) no principal of the issuer group is a principal of the funding portal;

(p) the issuer does not distribute to any one purchaser securities valued at more than,
 (i) subject to subparagraph (ii), \$2 500, or
 (ii) if the purchaser has obtained advice from a registered dealer that the investment is suitable for the purchaser, \$10 000;

(q) the issuer

(i) has operations other than operations to identify and evaluate assets or a business with a view to completing an investment in, merger with, amalgamation with or a purchase of the securities of an issuer, or the acquisition of a business, and

(ii) does not intend to use the proceeds of the crowdfunding distribution to invest in, merge with, amalgamate with or to purchase securities of an issuer, or to acquire a business, unless the issuer or the business is identified in the issuer's completed Form 45-110F1.

(2) An issuer relying on subsection (1) must,

(a) if the issuer becomes aware that its completed Form 45-110F1 is not accurate, or is no longer accurate, promptly

(i) advise the funding portal that the issuer's Form 45-110F1 is not accurate, or is no longer accurate,

(ii) amend the Form 45-110F1 so that it is accurate, and

(iii) provide the amended Form 45-110F1 to the funding portal, and

(b) within 30 days after the closing of the crowdfunding distribution, deliver to each purchaser

(i) a written confirmation setting out all of the following:

(A) the date of subscription and the closing of the crowdfunding distribution;

(B) the quantity and description of the eligible security purchased;

(C) the price per eligible security paid by the purchaser;

(D) the total commissions, fees and any other similar payments paid by the issuer to the funding portal in respect of the crowdfunding distribution, and

(ii) a copy of the issuer's completed Form 45-110F1.

Filing of distribution materials

6. An issuer that distributes a security under this Regulation must, no later than the 30th day after the closing of the crowdfunding distribution, file with the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority both of the following:

(a) the issuer's completed Form 45-110F1;

(b) a report of exempt distribution in accordance with Form 45-106F1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21).

**PART 5
EXEMPTION****Exemption**

7. (1) The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.
- (2) Despite paragraph (1), in Ontario, only the regulator may grant an exemption.
- (3) Except in Alberta and Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) opposite the name of the local jurisdiction.

**PART 6
EFFECTIVE DATE****Effective date**

8. (1) This Regulation comes into force on 21 September 2021.
- (2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 21 September 2021, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

APPENDIX A ASSOCIATIONS

In this Regulation, a person is an “association” if the person is any of the following:

- a cooperative, as defined in subsection 1(1) of the *Cooperatives Act* (S.A. 2001, c. C-28.1) (Alberta)
- an association, as defined in subsection 1(1) of the *Cooperative Association Act* (S.B.C. 1999, c. 28) (British Columbia)
- a cooperative, as defined in subsection 1(1) of the *Cooperatives Act* (C.C.S.M. c. C223) (Manitoba)
- a cooperative, as defined in section 1 of the *Cooperatives Act* (S.N.B. 2019, c. 24) (New Brunswick)
- a co-operative, as defined in section 2 of the *Co-Operatives Act* (S.N.L. 1998, c. C-35.1) (Newfoundland)
- an association, as defined in section 1 of the *Co-Operative Associations Act* (R.S.N.W.T. 1988, c. C-19) (Northwest Territories)
- an association, as defined in section 2 of the *Co-Operative Associations Act* (R.S.N.S. 1989, c. 98) (Nova Scotia)
- an association, as defined in section 1 of the *Co-Operative Associations Act* (R.S.N.W.T. 1988, c. C-19) (Nunavut)
- a co-operative, as defined in section 1 of the *Co-Operative Corporations Act* (R.S.O. 1990, c. C.35) (Ontario), only if permitted or authorized by that legislation to rely on the exemption from the prospectus requirement in this Regulation
- an association, as defined in section 1 of the *Co-Operative Associations Act* (R.S.P.E.I. 1988, c. C-23) (Prince Edward Island)
- a cooperative, as defined in section 3 of the *Co-Operatives Act* (chapter C-67.2) (Québec)
- a co-operative, as defined in clause 2(1)(l) of *The New Generation Co-Operatives Act* (S.S. 1999, c. N-4.001) (Saskatchewan)
- an association, as defined in section 1 of the *Cooperative Associations Act* (R.S.Y. 2002, c. 43) (Yukon).

**FORM 45-110F1
OFFERING DOCUMENT**

GENERAL INSTRUCTIONS:

(1) *This offering document must be provided to your funding portal, which must make it available on its online platform. This offering document must not contain a misrepresentation. A misrepresentation means an untrue statement of material fact or an omission to state a material fact that is required to be stated, or necessary to prevent a statement that is made from being false or misleading in the circumstances in which it was made. If the information contained in this offering document is no longer accurate and contains a misrepresentation, you must immediately notify the funding portal, amend the offering document and provide the new version to the funding portal.*

(2) *If an issuer is relying on the start-up crowdfunding prospectus exemption (section 5 of the Regulation) in the local jurisdiction with respect to a crowdfunding distribution, the issuer must file this offering document in the local jurisdiction. Note: if a purchaser of the securities and the issuer are in different jurisdictions, the crowdfunding distribution is occurring in both jurisdictions – the jurisdiction of the issuer's head office and the jurisdiction of the purchaser.*

(3) *This offering document is required to be filed no later than the 30th day after the closing of the distribution.*

(4) *This offering document must be completed and certified by an authorized individual on behalf of the issuer.*

(5) *Draft this offering document so that it is easy to read and understand. Be concise and use clear, plain language. Avoid technical terms.*

(6) *Disclosure must conform as closely as possible to this form. Address the items in the order set out below. No variation of headings, numbering or information set out in the form is allowed and all are to be displayed as shown.*

Item 1 Risks of investing

1.1 Include the following statement in bold type:

“No securities regulatory authority or regulator has assessed, reviewed or approved the merits of these securities or reviewed this offering document. Any representation to the contrary is an offence. This is a risky investment.”

1.2 Include the following statement, in bold type, if the issuer provides forward-looking statements:

“The forecasts and predictions of an early-stage business are difficult to objectively analyze or confirm. Forward-looking statements represent the opinion of the issuer only and may not prove to be reasonable.”

Item 2 The issuer

2.1 Provide the following information about the issuer:

(a) full legal name as it appears in the issuer's articles of incorporation, limited partnership agreement or other organizing documents, as the case may be;

(b) head office address;

(c) telephone;

(d) email address;

(e) website URL.

Instructions: The head office is where the individuals managing the issuer, including the CEO, maintain their offices. This may be the same as, or different from, the registered office address, depending on the legal structure of the issuer. The address of the head office must be a physical address and not a post office (P.O.) box.

2.2 Provide the following information for a contact person of the issuer who is able to answer questions from purchasers and the securities regulatory authority or regulator:

- (a) full legal name (first name, middle name and last name);
- (b) position held with the issuer;
- (c) business address;
- (d) business telephone;
- (e) email address.

Item 3 Issuer's business

3.1 Describe the issuer's business. Provide enough detail for an investor to clearly understand what the issuer does or intends to do.

Instructions:

(1) Answer the following questions if applicable:

- *Does or will the issuer build, design or develop something? Will it sell something produced by others? Will it provide a service?*
- *What are the key details about the issuer's industry and operations? What makes the issuer's business special and different from other competitors in the industry?*
- *What milestones has the issuer already reached and what do they hope to achieve in the next 2 years? E.g., Complete testing, find a manufacturer, commence a marketing campaign or buy inventory. What is the proposed timeline for achieving each of the milestones?*
- *What are the major hurdles that the issuer expects to face in achieving its milestones?*
- *How are the funds raised from this financing expected to help the issuer advance its business and achieve one or more of the milestones?*
- *Has the issuer entered any contracts that are important to its business?*
- *Has the issuer conducted any operations yet?*
- *Where does the issuer see its business in 3, 5 and 10 years?*
- *What are the issuer's future plans and hopes for its business and how does it plan to get there?*
- *What is the issuer's management experience in running a business or in the same industry?*
- *Does the issuer have business premises from which it can operate its business?*
- *How many employees does the issuer have? How many does it need?*

(2) Do not refer to a measure of financial performance, financial position or cash flow in the offering document unless (i) the issuer has made financial statements available for the most

recently completed financial year, and (ii) the measure referred to in the offering document is an amount presented in the financial statements or is reconciled to an amount presented in the financial statements.

(3) An issuer must have operations other than to identify and evaluate assets or a business with a view to completing an investment in, merger with, amalgamation with or acquisition of a business, or a purchase of the securities of one or more other issuers. If it has no other operations, it must not raise capital using start-up crowdfunding.

3.2 Describe the legal structure of the issuer and indicate the jurisdiction where the issuer is incorporated or organized.

Instructions:

(1) Indicate whether the issuer is a corporation, a limited partnership, a general partnership, an association (as defined under the Regulation) or other.

(2) Indicate the province, territory or state where the issuer is incorporated or organized.

3.3 Indicate where the issuer's articles of incorporation, limited partnership agreement, shareholder agreement or similar document is available for purchasers to review.

Instruction: You may provide online access to these documents for investors.

3.4 Indicate which statement(s) best describe(s) the issuer's operations (select all that apply)

The issuer

- has never conducted operations,
- is in the development stage,
- is currently conducting operations.

3.5 Indicate whether the issuer has financial statements available. If yes, include the following statement, in bold type:

“Information for purchasers: If you receive financial statements from an issuer conducting a crowdfunding distribution, you should know that those financial statements have not been provided to or reviewed by a securities regulatory authority or regulator. They are not part of this offering document. You should also consider seeking advice from an accountant or an independent financial adviser about the information in the financial statements.”

Instructions:

(1) Any financial statements made available in connection with the start-up crowdfunding distribution must be prepared in accordance with Canadian GAAP. These financial statements must present the issuer's results of operations for its most recently completed financial year.

(2) If an auditor has issued an auditor's report on the financial statements, it must be included with the financial statements. If the financial statements were not audited, the issuer must label the financial statements as unaudited.

3.6 Describe the number and type of securities of the issuer outstanding as at the date of the offering document. If there are securities outstanding other than the eligible securities being offered, describe those securities.

Item 4 Management

4.1 Provide the information in the following table for each founder, director, officer and control person of the issuer:

Full legal name, municipality of residence and position at issuer	Principal occupation for the last 5 years	Expertise, education, and experience that is relevant to the issuer's business	Number and type of securities of the issuer owned	Date securities were acquired and price paid for the securities	Percentage of the issuer's securities held as of the date of this offering document

4.2 Provide the name of the person involved and details of the time, nature and the outcome of the proceedings for each of the persons listed under item 4.1 and the issuer who, as the case may be:

- (a) has ever pleaded guilty to or been found guilty of
- (i) a summary conviction or indictable offence under the Criminal Code (R.S.C. 1985, c. C-46),
- (ii) a quasi-criminal offence in any jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction,
- (iii) a misdemeanor or felony under the criminal legislation of the United States of America, or any state or territory therein, or
- (iv) an offence under the criminal legislation of any other foreign jurisdiction,
- (b) is or has been the subject of an order (cease trade or otherwise), judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or has entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization, civil court, or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to:
- (i) the person's involvement in any securities, insurance or banking activity, or
- (ii) a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct,
- (c) is or has been the subject of an order, judgment, decree, sanction or administrative penalty imposed by a discipline committee, professional order or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to any professional misconduct,
- (d) is or has ever been the subject of a bankruptcy or insolvency proceeding, or
- (e) is a director, officer, founder or control person of a person that is or has been subject to a proceeding described in paragraph (a), (b), (c) or (d) above.

Instruction: A quasi-criminal offence includes offences under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Supp.)), the Immigration and Refugee Protection Act (S.C. 2001, c. 27) or the tax, immigration, drugs, firearms, money laundering or securities legislation of any province or territory of Canada or foreign jurisdiction.

Item 5 Crowdfunding distribution

5.1 Provide the name of the funding portal the issuer is using to conduct its crowdfunding distribution. If the issuer is using a funding portal that is operated by a registered dealer, provide the name of the registered dealer.

Instruction: This offering document must not be posted on more than one funding portal.

5.2 Indicate all the jurisdictions (Canadian provinces and territories) where the issuer intends to raise funds and make this offering document available.

- | | | |
|---|--|---|
| <input type="checkbox"/> Alberta | <input type="checkbox"/> Newfoundland and Labrador | <input type="checkbox"/> Ontario |
| <input type="checkbox"/> British Columbia | <input type="checkbox"/> Northwest Territories | <input type="checkbox"/> Prince Edward Island |
| <input type="checkbox"/> Manitoba | <input type="checkbox"/> Nova Scotia | <input type="checkbox"/> Québec |
| <input type="checkbox"/> New Brunswick | <input type="checkbox"/> Nunavut | <input type="checkbox"/> Saskatchewan |
| | | <input type="checkbox"/> Yukon |

5.3 Provide the following information with respect to the crowdfunding distribution:

(a) the date before which the issuer must have raised the minimum offering amount for the closing of the distribution (no later than 90 days after the date this offering document is first made available on the funding portal);

(b) the date(s) and description of amendment(s) made to this offering document, if any.

Instruction: An amendment to the offering document must not change the date referred to under paragraph (a).

5.4 Indicate the type of eligible securities offered.

- Common shares;
- Non-convertible preference shares;
- Securities convertible into common shares;
- Securities convertible into non-convertible preference shares;
- Non-convertible debt linked to a fixed interest rate;
- Non-convertible debt linked to a floating interest rate;
- Limited partnership units;
- Shares in the capital of an association. Specify type of shares (e.g. membership, investment, preference, etc.): _____.

5.5 The securities offered have the following rights, restrictions and conditions:

- voting rights;
- dividends or interests (describe any right to receive dividends or interest);
- rights on dissolution;
- conversion rights (describe what each security is convertible into);
- tag-along rights;
- drag-along rights;

- pre-emptive rights;
- other (describe the rights).

Instruction: This information is found in the organizing documents referred to in item 3.3.

5.6 Provide a brief summary of any other material restrictions or conditions that attach to the eligible securities being offered, such as tag-along, drag along or pre-emptive rights.

Instruction: The restrictions and conditions required to be described here are found in by-laws, shareholder's agreements or limited partnership agreements.

5.7 In a table, provide the following information:

	Total amount (\$)	Total number of securities issuable
Minimum offering amount		
Maximum offering amount		
Price per security		

5.8 Indicate the minimum investment amount per purchaser, or if the issuer has not set a minimum investment amount, state that fact.

5.9 Include the following statement in bold type:

“Note: The minimum offering amount stated in this offering document may be satisfied with funds that are unconditionally available to [insert name of issuer] that are raised using other prospectus exemptions.”

Item 6 Use of funds

6.1 Provide the following information on the funds previously raised by the issuer:

- (a) the amount of funds previously raised;
- (b) how the issuer raised those funds;
- (c) if the funds were raised by issuing securities, the prospectus exemption that the issuer relied on to issue those securities;
- (d) how the issuer used those funds.

If the issuer has not previously raised funds, state that fact.

6.2 Using the following table, provide a detailed breakdown of how the issuer will use the funds raised from this crowdfunding distribution. If any of the funds will be paid directly or indirectly to a founder, director, officer or control person of the issuer, disclose in a note to the table the name of the person, the relationship to the issuer and the amount. If more than 10% of the available funds will be used by the issuer to pay debt and the issuer incurred the debt within the 2 preceding financial years, describe why the debt was incurred.

Description of intended use of funds listed in order of priority	Assuming minimum offering amount	Assuming maximum offering amount

Item 7 Previous crowdfunding distributions

7.1 For each crowdfunding distribution in which the issuer group and each founder, director, officer and control person of the issuer group have been involved in the past 5 years, provide the following information:

- (a) the full legal name of the issuer that made the distribution;
- (b) the name of the funding portal;
- (c) whether the distribution successfully closed, was withdrawn by the issuer or did not close because the minimum offering amount was not reached, and the date on which any of these occurred.

Instruction: Provide the information for all previous crowdfunding distributions involving the issuer group and each founder, director, officer and control person of each member of the issuer group, even if the previous crowdfunding distribution was made by an issuer that is not a member of the issuer group.

Item 8 Compensation paid to funding portal

8.1 Provide a description of each commission, fee or other amount expected to be paid by the issuer to the funding portal for this crowdfunding distribution and the estimated amount to be paid. If a commission is being paid, indicate the percentage that the commission will represent of the gross proceeds of the offering assuming both the minimum and maximum offering amount.

Item 9 Risk factors

9.1 Describe in order of importance, starting with the most important, the risk factors material to the issuer that a reasonable investor would consider important in deciding whether to buy the issuer's securities.

9.2 If the securities being distributed are to pay interest, dividends or distributions and the issuer does not have the financial resources to make such payments, (other than from the sale of securities) state in bold type:

“We do not currently have the financial resources to pay [interest, dividends or distributions] to investors. There is no assurance that we will ever have the financial resources to do so.”

Item 10 Reporting obligations

10.1 Describe the nature and frequency of any disclosure of information the issuer intends to provide to purchasers after the closing of the distribution and explain how purchasers can access this information.

10.2 If the issuer is required by corporate legislation, its constituting documents (e.g., articles of incorporation or by-laws) or otherwise to provide annual financial statements or an information circular/proxy statements to its security holders, state that fact.

10.3 If the issuer is aware, after making reasonable inquiries, of any existing voting trust agreement among certain shareholders of the issuer, provide the information:

- (a) the number of shareholders party to the agreement;
- (b) the percentage of voting shares of the issuer subject to the agreement;
- (c) the name of the person acting as a trustee;
- (d) whether the trustee has been granted any additional powers;
- (e) whether the agreement is limited to a specified period of time.

Item 11 Resale restrictions

11.1 Include the following statement, in bold type:

“The securities you are purchasing are subject to a resale restriction. You might never be able to resell the securities.”

Item 12 Purchasers' rights

12.1 Include the following statement, in bold type:

“Rights of Action in the Event of a Misrepresentation

If there is a misrepresentation in this offering document, you have a right

(a) to cancel your agreement with [name of issuer or other term used to refer to issuer] to buy these securities, or

(b) to damages against [name of issuer or other term used to refer to issuer] and may, in certain jurisdictions, have the statutory right to damages from other persons.

These rights are available to you whether or not you relied on the misrepresentation. However, there are various circumstances that limit your rights. In particular, your rights might be limited if you knew of the misrepresentation when you purchased the securities.

If you intend to rely on the rights described in paragraph (a) or (b) above, you must do so within strict time limitations.

Two-day cancellation right:

You may cancel your agreement to purchase these securities. To do so, you must send a notice to the funding portal not later than midnight on the second business day after you enter into the agreement. If there is an amendment to this offering document, you can cancel your agreement to purchase these securities by sending a notice to the funding portal not later than midnight on the second business day after the funding portal provides you notice of the amendment.”

Item 13 Date and certificate

13.1 Include the following statement in bold type:

“This offering document does not contain a misrepresentation.”

13.2 Provide the signature, date of the signature, name and position of the authorized individual certifying this offering document.

13.3 If this offering document is signed electronically, include the following statement in bold type:

“I acknowledge that I am signing this offering document electronically and agree that this is the legal equivalent of my handwritten signature.”

**FORM 45-110F2
RISK ACKNOWLEDGEMENT**

Issuer Name:

Type of Eligible Security Offered:

WARNING!
BUYER BEWARE: This investment is risky.
Don't invest unless you can afford to lose all the money you pay for this investment.

	Yes	No
1. Risk acknowledgement		
Risk of loss – Do you understand that this is a risky investment and that you may lose all the money you pay for this investment?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
No income – Do you understand that you may not earn any income, such as dividends or interest, on this investment?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liquidity risk – Do you understand that you may never be able to sell this investment?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lack of information – Do you understand that you may not be provided with any ongoing information about the issuer and/or this investment?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. No approval and no advice <i>Instruction: Delete “and no advice” if the funding portal is operated by a registered dealer.</i>		
No approval – Do you understand that this investment has not been reviewed or approved in any way by a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
No advice – Do you understand that you will not receive advice about your investment? <i>Instruction: Delete this row if the funding portal is operated by a registered dealer.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Yes	No
3. Limited legal rights		
<p>Limited legal rights – Do you understand that you will not have the same rights as if you purchased under a prospectus or through a stock exchange?</p> <p>If you want to know more, you may need to seek professional legal advice.</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Purchaser's acknowledgement		
<p>Investment risks – Have you read this form and do you understand the risks of making this investment?</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Offering document – Has an offering document relating to this investment been made available to you on the funding portal?</p> <p>The offering document contains important information about this investment. If you have not read the offering document or if you do not understand the information in it, you should not invest. You should retain a copy of the offering document for your records.</p> <p>Have you read and do you understand the information in the offering document?</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
First and last name:		
<p>Electronic signature: By clicking the [I confirm] button, I acknowledge that I am signing this form electronically and agree that this is the legal equivalent of my handwritten signature. I will not at any time in the future claim that my electronic signature is not legally binding. The date of my electronic signature is the same as my acknowledgement.</p>		
5. Additional information		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ You have 2 days to cancel your purchase by sending a notice to the funding portal at: <i>Instruction: Provide email address where purchasers can send their notice. Describe any other manner for purchasers to cancel their purchase.</i> ▪ If you want more information about your local securities regulation, go to www.securities-administrators.ca. Securities regulators do not provide advice on investment. ▪ To check if the funding portal is operated by a registered dealer, go to www.aretheyregistered.ca. Instruction: Delete if the funding portal is not operated by a registered dealer. 		

**FORM 45-110F3
FUNDING PORTAL INFORMATION**

GENERAL INSTRUCTION

If the funding portal is relying on the start-up crowdfunding registration exemption (section 3 of the Regulation), the funding portal must complete and deliver this form with any attachments and all corresponding Forms 45-110F4 to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority if the funding portal facilitates or intends to facilitate a crowdfunding distribution.

FUNDING PORTAL INFORMATION

1. Provide the following information regarding the funding portal:
 - (a) full legal name of the funding portal as it appears on the funding portal's organizing documents;
 - (b) name that the funding portal will be operating under;
 - (c) website URL;
 - (d) telephone;
 - (e) email address;
 - (f) head office address;
 - (g) jurisdiction where the head office is located (check).

<input type="checkbox"/> Alberta	<input type="checkbox"/> Newfoundland and Labrador	<input type="checkbox"/> Ontario
<input type="checkbox"/> British Columbia		<input type="checkbox"/> Prince Edward Island
<input type="checkbox"/> Manitoba	<input type="checkbox"/> Northwest Territories	<input type="checkbox"/> Québec
<input type="checkbox"/> New Brunswick	<input type="checkbox"/> Nova Scotia	<input type="checkbox"/> Saskatchewan
	<input type="checkbox"/> Nunavut	<input type="checkbox"/> Yukon
2. Provide the following information regarding the contact person for the funding portal:
 - (a) full legal name (first name, middle name and last name);
 - (b) business address;
 - (c) business telephone;
 - (d) email address.
3. Provide the following information regarding each founder, director, officer and control person of the funding portal. If necessary, use an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form.
 - (a) full legal name (first name, middle name and last name);
 - (a) position(s) held.

4. Indicate each jurisdiction where the funding portal is delivering this form. The funding portal must deliver this form in the local jurisdiction if it facilitates or intends to facilitate a crowdfunding distribution in that jurisdiction.

- | | | |
|---|--|---|
| <input type="checkbox"/> Alberta | <input type="checkbox"/> Newfoundland and Labrador | <input type="checkbox"/> Ontario |
| <input type="checkbox"/> British Columbia | | <input type="checkbox"/> Prince Edward Island |
| <input type="checkbox"/> Manitoba | <input type="checkbox"/> Northwest Territories | <input type="checkbox"/> Québec |
| <input type="checkbox"/> New Brunswick | <input type="checkbox"/> Nova Scotia | <input type="checkbox"/> Saskatchewan |
| | <input type="checkbox"/> Nunavut | <input type="checkbox"/> Yukon |

5. Provide the date the funding portal expects to begin to facilitate crowdfunding distributions in the jurisdictions indicated under item 4.

6. If the funding portal is relying on Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions (*insert reference*) in any jurisdiction, provide the name(s) of the jurisdiction(s) and the date this Funding Portal Information form was delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

LEGAL STRUCTURE AND CONSTATING DOCUMENTS

7. Indicate the legal structure of the funding portal.

- Sole proprietorship
- Partnership
- Limited partnership (provide the name of the general partner)
- Corporation
- Other (specify)

8. Attach the funding portal's organizing documents: for example, the funding portal's articles and certificate of incorporation, any articles of amendments, partnership agreement or declaration of trust. If the funding portal is a sole proprietorship, provide a copy of the registration of the trade name. The attachment must be signed and dated by the authorized individual certifying this form.

9. Attach a chart showing the funding portal's structure and ownership. Include disclosure for all parents, affiliates and subsidiaries. Include the name of each person, and the class, type, amount and voting percentage of ownership of the funding portal's securities. The attachment must be signed and dated by the authorized individual certifying this form.

BUSINESS ACTIVITIES

10. Provide a description of following:

- (a) the proposed business activities of the funding portal;
- (b) the marketing strategy of the funding portal;
- (c) the target issuers, including their sectors;
- (d) the key risks you identify in operating your funding portal.

CRIMINAL DISCLOSURE

11. Has the funding portal ever been found guilty, pleaded no contest to, or been granted an absolute or conditional discharge from

- (a) a summary conviction or indictable offence under the Criminal Code (R.S.C. 1985, c. C-46),

(b) a quasi-criminal offence in any jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction,

(c) a misdemeanor or felony under the criminal legislation of the United States of America, or any state or territory therein, or

(d) an offence under the criminal legislation of any other foreign jurisdiction?

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and the final disposition, if a final disposition has been made.

Instruction: A quasi-criminal offence includes an offence under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Supp.)), the Immigration and Refugee Protection Act (S.C. 2001, c. 27) or the tax, immigration, drugs, firearms, money laundering or securities legislation of any province or territory of Canada or foreign jurisdiction.

12. Are there any outstanding or stayed charges against the funding portal alleging a criminal offence that was committed?

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

CIVIL DISCLOSURE

13. Has the funding portal been the subject of an order (cease trade or otherwise), judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization, civil court, or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct in Canada or a foreign jurisdiction related to its involvement in any type of securities, derivatives, insurance or banking activity.

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

14. Are there currently any outstanding civil actions alleging fraud, theft, deceit, misrepresentation or similar misconduct against the funding portal?

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

PROCESS AND PROCEDURE FOR HANDLING OF FUNDS

15. Provide all relevant details in an attachment that is signed and dated by the authorized individual certifying this form of the relevant documents on the process and procedure for handling all funds in relation to the crowdfunding distribution in a designated trust account at a Canadian financial institution, including the following:

- (a) the name of the Canadian financial institution the funding portal will use with the designated trust account number;
- (b) the names of the signatories on this account and their role with the funding portal;
- (c) details of how the funds held in this account will be separate and apart from the funding portal's own property;
- (d) a copy of the trust agreement, or details surrounding the establishment of this account. If the funding portal does not have a trust agreement or an account, please explain;
- (e) details regarding how funds will flow
 - (i) from purchasers to the funding portal's account,
 - (ii) from the funding portal's account to the issuer in the event that the crowdfunding distribution closes, and
 - (iii) from the funding portal's account back to the purchasers in the event that the crowdfunding distribution does not close or the purchaser has exercised their right of withdrawal.

COLLECTION AND USE OF INFORMATION

The information required under this form is collected, used and disclosed by the securities regulatory authority or, where applicable, the regulator of the jurisdiction under the authority granted under securities legislation for the purposes of the administration and enforcement of the securities legislation.

By submitting this form, the funding portal

- acknowledges that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may collect personal information about the individuals referred to in this form or information about the funding portal,
- confirms that the individuals referred to in this form have been notified that their personal information is disclosed on this form, the legal reason for doing so, how it will be used and who to contact for more information, and
- consents to the posting on the website of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of:
 - (i) the name that the funding portal will be operating under;
 - (ii) the website address for the funding portal; and
 - (iii) the funding portal's reliance on a dealer registration exemption.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in any jurisdiction in which this form is submitted. Contact information is listed at the end of this form.

CERTIFICATION

By signing this form, the funding portal

- undertakes to comply with all of the applicable conditions set out in Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions,
- certifies that its platform is complete, ready for viewing in a test environment and designed to comply with Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions,
- certifies that it has, or reasonably expects to have, sufficient financial resources to continue its operations for at least the next 6 months, and
- acknowledges that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of a jurisdiction in which this form is submitted may access the books and records relating to the carrying on of its activities and may conduct a compliance review.

On behalf of the funding portal, I certify that the statements made in this form, including any attachments, are true and complete.

Full legal name of
funding portal: _____

Signature of
authorized individual: _____ Date: _____

Print name of
authorized individual: _____

Position held: _____

Telephone number: _____

Email: _____

IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS FORM

Contact information:

<p>Alberta The Alberta Securities Commission Suite 600, 250 – 5th Street SW Calgary, Alberta T2P 0R4 Telephone: 403 297-6454 Email: registration@asc.ca www.asc.ca</p>	<p>Nova Scotia Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax, Nova Scotia B3J 1P3 Telephone: 902 424-7768 Toll free in Nova Scotia: 1 855 424-2499 Email: nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca</p>
<p>British Columbia British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, British Columbia V7Y 1L2 Telephone: 604 899-6854 Toll free in Canada: 1 800 373-6393 Email: portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca</p>	<p>Ontario Ontario Securities Commission 20 Queen Street West, 22nd Floor Toronto, Ontario M5H 3S8 Toll free: 1 877 785-1555 Email: inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.ca OSC Electronic Filing Portal https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6</p>
<p>Manitoba The Manitoba Securities Commission 500 – 400 St Mary Avenue Winnipeg, Manitoba R3C 4K5 Telephone: 204 945-2548 Toll free in Manitoba: 1 800 655-2548 Email: exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca</p>	<p>Québec Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 22^e étage C.P. 246, Place Victoria Montréal, Québec H4Z 1G3 Telephone: 514 395-0337 Toll free in Québec: 1 877 525-0337 Email: financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca</p>
<p>New Brunswick Financial and Consumer Services Commission 85 Charlotte Street, Suite 300 Saint John, New Brunswick E2L 2J2 Toll free: 1 866 933-2222 Email: emf-md@fcnb.ca www.fcnb.ca</p>	<p>Saskatchewan Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina, Saskatchewan S4P 4H2 Telephone: 306 787-5645 Email: registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca</p>

**FORM 45-110F4
PORTAL INDIVIDUAL INFORMATION**

GENERAL INSTRUCTIONS

If the funding portal is relying on the start-up crowdfunding registration exemption (section 3 of the Regulation), each founder, director, officer and control person of the funding portal must complete this form and the funding portal must deliver those completed forms and any attachments, along with the corresponding Form 45-110F3, to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority if the funding portal facilitates or intends to facilitate a crowdfunding distribution.

The information provided on this form must be specific to the individual certifying this form.

FUNDING PORTAL INFORMATION

1. Provide the full legal name of the funding portal as it appears on the funding portal's organizing documents.
2. Provide the name that the funding portal will be operating under.
3. Indicate the position(s) you hold with the funding portal.

INDIVIDUAL INFORMATION

4. Full legal name:

First name	Middle name(s)	Last name
------------	----------------	-----------

5. Are you currently, or have you ever been, known by any name(s) other than your full legal name stated above, for example nicknames or name changes due to marriage?

Yes No

If yes, provide details.

6. Telephone number and email address:

Residential:	()	Mobile:	
Business:	()	Email:	

7. Provide all residential addresses for the past five years starting with your current residential address.

Number, street, city, province, territory or state, country and postal/ZIP code	From		To	
	MM	YYYY	MM	YYYY

8. If you are not a resident of Canada, you must have one address for service of process in Canada and provide the following information:

Name of agent for service:	
Name of contact person:	
Address for service:	
Telephone:	

9. Date and place of birth:

Date of birth			Place of birth		
MM	DD	YYYY	City	Province/Territory/State	Country

10. Country of citizenship: _____

11. Are you currently or have you ever been registered or licensed in any capacity with any Canadian securities regulatory authority or regulator?

Yes No

If yes, provide your licence or registration type, the securities regulatory authority or regulator, and the start date and ending date, if applicable:

12. Have you ever been dismissed for cause by an employer from a position following allegations that you:

- (a) violated any statutes, regulations, rules or standards of conduct,
- (b) failed to appropriately supervise compliance with any statutes, regulations, rules or standards of conduct, or
- (c) committed fraud or the wrongful taking of property, including, for greater certainty, theft?

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

CRIMINAL DISCLOSURE

13. Have you ever been found guilty, pleaded no contest to, or been granted an absolute or conditional discharge from

(a) a summary conviction or indictable offence under the Criminal Code (R.S.C. 1985, c. C-46),

(b) a quasi-criminal offence in any jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction,

(c) a misdemeanour or felony under the criminal legislation of the United States of America, or any state or territory therein, or

(d) an offence under the criminal legislation of any other foreign jurisdiction?

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

Instructions: A quasi-criminal offence includes an offence under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Supp.)), the Immigration and Refugee Protection Act (S.C. 2001, c. 27) or the tax, immigration, drugs, firearms, money laundering or securities legislation of any province or territory of Canada or of a foreign jurisdiction.

14. Are there any outstanding or stayed charges against you alleging a criminal offence that was committed?

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

15. To the best of your knowledge, are there any outstanding or stayed charges against any person of which you were, at the time the criminal offence was alleged to have taken place, a founder, director, officer or control person?

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

16. To the best of your knowledge, has any person of which you were a founder, or during the period when you were a director, officer or control person, ever been found guilty, pleaded no contest to or been granted an absolute or conditional discharge from a criminal offence that was committed?

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

CIVIL DISCLOSURE

17. Have you or a person of which you are or were a founder, director, officer or control person been the subject of an order (cease trade or otherwise), judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization, civil court, or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct in Canada or a foreign jurisdiction related to your involvement in any type of securities, derivatives, insurance or banking activity?

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

18. Are there currently any outstanding civil actions alleging fraud, theft, deceit, misrepresentation, or similar misconduct against you or a person of which you are or were a founder, director, officer or control person?

Yes No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

COLLECTION AND USE OF PERSONAL INFORMATION

The personal information required under this form is collected, used and disclosed by the securities regulatory authority or, where applicable, the regulator of the jurisdiction under the authority granted in securities legislation for the purposes of the administration and enforcement of the securities legislation.

By submitting this form, you consent to the collection, use and disclosure of this personal information by the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of each jurisdiction in which this form is submitted and any police records, records from other government or non-governmental regulators or self-regulatory organizations, credit records and employment records about you that the securities regulatory authority or regulator may need to determine the completeness of the information submitted in this form and compliance with the conditions of the start-up crowdfunding registration and prospectus exemptions. The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about you.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of any jurisdiction in which this form is submitted. Contact information is listed at the end of this form.

CERTIFICATION

By submitting this form, I

- certify that the statements made in this form, including any attachments, are true and complete, and
- agree to be subject to the securities legislation of each jurisdiction of Canada where I have submitted this form. This includes the jurisdiction of any tribunals or any proceedings that relate to my activities as a founder, director, officer or control person of a funding portal under applicable securities legislation.

Signature:

Date:

Print name:

Position held:

IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS FORM

Contact information:

<p>Alberta The Alberta Securities Commission Suite 600, 250 – 5th Street SW Calgary, Alberta T2P 0R4 Telephone: 403 297-6454 Email: registration@asc.ca www.asc.ca</p>	<p>Nova Scotia Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax, Nova Scotia B3J 1P3 Telephone: 902 424-7768 Toll free in Nova Scotia: 1 855 424-2499 Email: nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca</p>
<p>British Columbia British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, British Columbia V7Y 1L2 Telephone: 604 899-6854 Toll free in Canada: 1 800 373-6393 Email: portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca</p>	<p>Ontario Ontario Securities Commission 20 Queen Street West, 22nd Floor Toronto, Ontario M5H 3S8 Toll free: 1 877 785-1555 Email: inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.ca OSC Electronic Filing Portal https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6</p>
<p>Manitoba The Manitoba Securities Commission 500 – 400 St Mary Avenue Winnipeg, Manitoba R3C 4K5 Telephone: 204 945-2548 Toll free in Manitoba: 1 800 655-2548 Email: exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca</p>	<p>Québec Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 22^e étage C.P. 246, Place Victoria Montréal, Québec H4Z 1G3 Telephone: 514 395-0337 Toll free in Québec: 1 877 525-0337 Email: financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca</p>
<p>New Brunswick Financial and Consumer Services Commission 85 Charlotte Street, Suite 300 Saint John, New Brunswick E2L 2J2 Toll free: 1 866 933-2222 Email: emf-md@fcnb.ca www.fcnb.ca</p>	<p>Saskatchewan Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina, Saskatchewan S4P 4H2 Telephone: 306 787-5645 Email: registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca</p>

**FORM 45-110F5
SEMI-ANNUAL FINANCIAL RESOURCES CERTIFICATION**

The funding portal certifies that it has, or reasonably expects to have, sufficient financial resources to continue its operations for at least the next 6 months.

On behalf of the funding portal, I certify that the statement made in this form is true and complete.

Full legal name of
funding portal:

Signature of the chief
executive officer, chief
financial officer or
functional equivalent:

Date: _____

Print name of
individual:

Position held:

Telephone number:

Email:

IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS FORM

REGULATION TO AMEND REGULATION 13-101 RESPECTING THE SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Appendix A of Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2) is amended by replacing, in part II “**Other Issuers (Reporting/Non-reporting)**”, section 4 of Item E “**Exempt Market Offerings and Disclosure**” with the following:

“4. Offering document and report of exempt distribution required to be filed or delivered by an issuer under the start-up crowdfunding prospectus and registration exemptions. AB, SK, MB, QC, NB, PEI, NS, NL, YT, NWT, Nun

”.

2. (1) This Regulation comes into force on September 21, 2021.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph 1, if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after September 21, 2021, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

REGULATION TO AMEND REGULATION 45-102 RESPECTING RESALE OF SECURITIES

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (3), (11) and (14))

1. Appendix D of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities (chapter V-1.1, r. 20) is amended by adding, after paragraph (2) before the heading “**Transitional and Other Provisions**”, the following paragraph:

“**3.** Except in Manitoba, the exemption from the prospectus requirement in section 5 [Exemption from prospectus requirement for issuers] of Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions (*insert reference*).”.

2. (1) This Regulation comes into force on September 21, 2021.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph 1, if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after September 21, 2021, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.